ÉTUDES POLITIQUES ET SOCIALES. - XI

OTTO BAUER

Député au Parlement autrichien, ancien Ministre

LE SOCIALISME, LA RELIGION ET L'ÉGLISE

L'ÉGLANTINE — BRUXELLES — 1928

(sur place)

FLM. 12° 0432

BIBLIOTHEQUE DE SCIENCES PO
1704672

LE SOÇIALISME, LA RELIGION ET L'EGLISE

Ont paru dans la même collection :

I. — *Le Problème du chômage et la stabilisation économique,* par Henri Fuss, chef du service du chômage au Bureau International du Travail (Genève)

II. — *Le Socialisme de Masaryk,* par Evzen Stern, secrétaire général de l'Institut social de Prague (préface d'Arthur Wauters).

III. — *Christianisme et socialisme,* par D.-J. Blume.

IV. — *Le Traité de Versailles et le mécanisme des conventions internationales du travail,* par Max Drechsel, docteur en sciences politiques (préface d'Albert Thomas).

V. — *Le Problème de l'éducation et le socialisme,* par Benoît Bouché, docteur en sciences économiques, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

VI. — *Les Etats-Unis d'Europe,* par Wl. Woytinsky.

VII. — *Socialisme et Rationalisation,* par Jules Moch, ancien ingénieur de la marine (préface de Léon Blum).

VIII. — *L'Ecole contre la Société,* par René Jadot.

IX. — *Emile Vandervelde. — L'homme et son œuvre.*

X. — *La Réforme agraire en Europe,* par Arthur Wauters, docteur en sciences économiques.

Droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous les pays.

1291647

Otto BAUER
Député au Parlement autrichien, ancien Ministre

LE SOCIALISME LA RELIGION ET L'ÉGLISE

Contribution à l'explication du Programme de Linz.

(TRADUIT DE L'ALLEMAND)

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES
BIBLIOTHÈQUE

Bruxelles
Maison Nationale d'édition
L'ÉGLANTINE S. C.
20, rue de Lenglentier
1928

PRÉFACE
DE L'ÉDITION ALLEMANDE

Le Congrès de Linz a adopté notre nouveau programme. Incorporer ce programme dans le patrimoine spirituel des centaines de milliers de travailleurs qui constituent notre Parti, voilà la tâche la plus importante de notre effort d'éducation à l'intérieur du Parti. En ce sens, l'explication du Programme de Linz doit devenir un des sujets principaux de notre littérature politique.

J'ai commencé ce travail par l'explication du chapitre de notre programme traitant des rapports de notre Parti avec la religion et avec l'Eglise. Car il faut dire que les idées exprimées dans ce chapitre n'ont pas rencontré l'approbation unanime de tous nos camarades. A cela s'opposent un certain nombre de malentendus et de préjugés existant à l'intérieur de notre Parti. C'est pourquoi l'explication de ce chapitre de notre programme m'a paru particulièrement importante et urgente.

L'une des principales tâches qui incombent à notre Parti est de gagner les masses prolétariennes des campagnes qui sont encore éloignées de nous. C'est dans ce but que j'ai écrit mes deux dernières brochures intitulées : La lutte pour la conquête des forêts et des prairies (Vienne, 1925), *et* La Politique agraire de la social-démocratie (Vienne, 1926). *Mais notre lutte pour la conquête des campagnes n'exige pas seulement une connaissance approfondie des questions de la politique agraire. Elle exige également que tout notre travail de recrutement et d'organisation soit imprégné de l'esprit du chapitre de notre Programme de Linz qui fixe nos rapports avec la religion et avec l'Eglise. Ainsi, l'explication de ce chapitre a pour but de collaborer à la tâche primordiale en vue de laquelle ont été rédigés mes deux écrits précédents.*

Cet ouvrage était déjà rédigé et composé lorsque le Conseil national décida de procéder à de nouvelles élections. Les périodes de lutte électorale ne sont pas favorables à la discussion des question intérieures de Parti. C'est pourquoi cet

ouvrage n'est publié qu'après la bataille électorale. L'expérience de la lutte électorale lui donne de l'actualité. La « liste unitaire », que nous avons trouvée devant nous, dans cette lutte électorale, a montré nettement l'alliance de la hiérarchie capitaliste et de la hiérarchie écclésiastique, l'entente des magnats de l'industrie et des évêques, de la presse financière et de la chaire religieuse. L'issue de la lutte électorale montre clairement à chaque ouvrier que la bourgeoisie ne peut dominer encore que parce que l'Eglise exploite les sentiments religieux des masses populaires dans le but de maintenir cette domination. Le problème traité dans ces pages, à savoir comment nous pourrons arracher au capital cet appui, c'est tout le problème de notre lutte pour la conquête du pouvoir politique.

Il y a exactement quatre cents ans, en l'année 1527, que Ferdinand Ier de Habsbourg rendit son décret sanguinaire contre le grand mouvement des anabaptistes, qui s'étendait à l'époque parmi les mineurs, les artisans, les paysans de la Basse et de la Haute Autriche et des pays alpins.

Ces anabaptistes étaient des chrétiens d'une foi profonde. Ils menaient une existence vraiment chrétienne, ne toléraient aucun vice, se montraient secourables pour leurs frères et sœurs et n'avaient pour leurs ennemis que des paroles de paix et d'indulgence. C'est au Seigneur et non à nous d'exercer la vengeance, tel était un des principes de leur communauté. Ces anabaptistes étaient des socialistes, qui s'efforçaient de revivre le communisme des communautés chrétiennes primitives. « Ils possèdent tout en commun. Aucun d'eux ne prétend que quelque chose lui appartient à lui, en particulier, et toute propriété est pour eux un péché », rapporte Sébastien Franck. Ces anabaptistes furent les premiers qui luttèrent en faveur de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Balthazar Hubmaier, que Ferdinand Ier fit brûler en mars 1528 dans la bruyère près d'Erdberg, défendait dans ses écrits cette idée que la véritable Eglise ne peut pas exister là où le pouvoir temporel et l'Eglise chrétienne ne sont pas distincts.

La réaction catholique a exterminé le mouvement anabaptiste avec une effroyable cruauté.

« Nous pouvons dire, rapportait le gouvernement tyrolien, qu'en deux années il s'est passé rarement un seul jour où nous n'ayons eu à juger des affaires anabaptistes. Dans ce comté du Tyrol, plus de 700 hommes et femmes ont été exécutés ou chassés du pays, et un nombre encore plus considérable a dû s'enfuir, abandonnant leurs biens et certains même leurs enfants. » Si ces gens n'étaient pas si endurcis, « les châtiments cruels qui ont été infligés, tant aux vieux qu'aux jeunes, tant aux hommes qu'aux femmes, même non adultes, devraient leur inspirer un tel effroi que personne n'adhérerait à cette secte d'une façon aussi impertinente que cela se produit en fait. Nous ne pouvons pas empêcher cette absurdité que nous constatons chez ces gens, qui non seulement ne sont pas du tout effrayés par le châtiment que subissent les autres, mais vont d'eux-mêmes déclarer qu'ils sont les frères et les sœurs des prisonniers et, quand ils sont arrêtés, ils avouent sans qu'on ait besoin d'employer la torture, refusent de se laisser convertir, la plupart n'exprimant d'autre désir que de mourir rapidement. »

La social-démocratie, luttant pour empêcher qu'on n'abuse des sentiments religieux du peuple pour maintenir la domination du capital, se doit de rappeler la mémoire de ces chrétiens et socialistes à la foi profonde, qui, il y a juste quatre cents ans, ont souffert par milliers la torture dans les cachots des Habsbourg ou sont morts sur les bûchers de la contre-réforme catholique.

Nous dédions ces pages à la mémoire de ces martyrs d'un socialisme croyant.

Otto BAUER.

Vienne, mai 1927.

L'ÉGLISE
ET LA LUTTE DES CLASSES

L'Eglise et la noblesse dans la société féodale

Les seigneurs fonciers, laïques et ecclésiastiques, constituaient les deux classes dominantes de la société féodale.

A la tête des seigneurs laïques, se trouvaient l'empereur, puis les princes, les comtes, les barons et la chevalerie.

A la tête des seigneurs ecclésiastiques, se trouvaient le pape, puis les évêques, les abbés et le clergé, tant régulier que séculier.

La puissance de ces deux classes était basée sur l'exploitation des paysans. Ces derniers devaient fournir des corvées et des dîmes, tant aux seigneurs laïques qu'aux seigneurs ecclésiastiques.

Ces deux classes dominantes luttaient l'une contre l'autre pour la suprématie dans la société féodale. Les papes prétendaient s'emparer de tout le pouvoir sur la terre, en tant que représentants du

Christ. Ils considéraient les empereurs et les rois comme leurs vassaux. Ils s'arrogeaient le droit de confirmer ou de rejeter l'élection des empereurs et des rois, de les juger et de les révoquer.

Les empereurs et les rois revendiquaient de leur côté non seulement le pouvoir temporel, mais aussi le pouvoir sur l'Eglise. Ils nommaient et destituaient les papes, les évêques et les abbés. Ils s'emparaient des richesses considérables de l'Eglise.

Tout le moyen âge n'est que l'histoire de la rivalité des empereurs et des papes.

Cette lutte se répétait dans les divers pays, entre les princes et les évêques. Il en fut de même en Autriche.

Pendant des siècles, les ducs de Habsbourg menèrent des luttes passionnées, qui aboutirent souvent à des combats sanglants, contre l'Eglise : Luttes pour l'établissement d'évêchés spéciaux, indépendants de l'archevêché de Salzbourg ; pour le droit de nomination des évêques ; pour la délimitation des juridictions ecclésiastiques temporelles ; pour l'imposition des biens du clergé. Toute l'histoire de la société féodale n'est que l'histoire des luttes de classe entre les seigneurs laïques et les seigneurs ecclésiastiques, — entre les princes et la noblesse, d'une part, et l'Eglise, de l'autre.

L'Eglise au service de l'absolutisme

Mais, au sein de la société féodale, se développèrent peu à peu les villes, le commerce et l'industrie minière. L'économie monétaire se substitua à l'économie naturelle. Les impôts croissants des villes, ainsi que les revenus croissants des mines, augmentèrent les ressources des princes. Ces derniers furent dès lors dans la possibilité de recruter des armées de mercenaires de plus en plus nombreuses. Ils purent confier à un nombre de fonctionnaires de plus en plus considérable la direction de leurs affaires. C'est ainsi que s'accrut la puissance des princes, appuyée sur la capacité fiscale des villes.

Les princes purent, dès lors, se soumettre les deux classes dominantes de la société féodale : la noblesse et l'Eglise.

Les armées de mercenaires des princes abattirent les châteaux féodaux et dispersèrent les troupes de la noblesse. Elles transformèrent la noblesse féodale, fière de son indépendance, en une noblesse de cour soumise aux princes. Elles fondèrent l'absolutisme. Dès lors, les princes furent suffisamment forts pour rabaisser l'Eglise au niveau d'un instrument docile de la puissance princière.

L'occasion leur en fut donnée par le formidable mouvement de la Réforme qui, au XVI^e siècle, secoua toute l'Europe.

La transformation complète des antiques rapports sociaux provoquée par le développement du capitalisme naissant, dans les villes, dans les mines, dans le commerce, avait suscité l'indignation des masses populaires. Celles-ci eurent recours aux enseignements de l'Evangile. C'est au nom du vrai christianisme, tel qu'il était enseigné dans ce livre, que les masses populaires entreprirent la lutte contre leurs oppresseurs : les princes, la noblesse et l'Eglise. C'est dans la guerre paysanne que le mouvement révolutionnaire atteignit son point culminant.

Les armées mercenaires au service des princes réprimèrent le mouvement paysan, mais les princes utilisèrent leur victoire, non pour rétablir l'ancienne domination de la noblesse et de l'Eglise, mais pour soumettre noblesse et Eglise à leur pouvoir absolu.

Dans les pays que la Réforme avait détachés de l'Eglise catholique romaine, les princes se mirent à la tête de l'Eglise. Le roi devint le chef de l'Eglise ; l'Eglise devint une institution d'Etat ; et les prêtres devinrent fonctionnaires. Tandis que les armées mercenaires maintenaient le peuple dans l'obédience au prince, et que les fonctionnaires

dirigeaient l'administration pour le prince et en son nom, les prêtres avaient pour tâche d'enseigner au peuple que c'était un commandement de Dieu que de payer l'impôt aux princes et de mourir pour eux sans regimber.

Mais, dans les pays où la Réforme fut vaincue, l'Eglise fut de même transformée en institution d'Etat.

En Autriche, les Habsbourg exterminèrent le protestantisme avec une sanglante brutalité. Ils se servirent du pouvoir de l'Etat pour soumettre le peuple aux ordonnances de l'Eglise. Quiconque n'allait pas se confesser à Pâques, n'observait pas le carême, ou même se ralliait aux enseignements hérétiques, était exposé à un châtiment cruel de la part de l'Etat. Mais les Habsbourg ne soumirent le peuple à l'Eglise qu'afin de pouvoir transformer l'Eglise elle-même en un instrument de leur domination, en un instrument de l'absolutisme. C'est l'empereur Ferdinand II, le même qui chassa les protestants d'Autriche, qui posa le fondement de la domination de l'Etat sur l'Eglise catholique. Ce qu'il avait commencé, ses sucesseurs, Marie-Thérèse et Joseph II, le continuèrent. Le « joséphinisme » ne fit que poursuivre l'œuvre commencée par la contre-réforme catholique.

L'absolutisme réduisit sensiblement la puissance

du pape sur l'Eglise catholique, dans les territoires soumis à la domination des Habsbourg, afin de soumettre l'Eglise à sa propre domination. Les bulles du pape ne pouvaient être désormais lancées qu'avec l'approbation de l'empereur. L'absolutisme réduisit considérablement le champ d'action de l'Eglise, afin d'étendre le pouvoir de sa bureaucratie ; c'est ainsi qu'il restreignit peu à peu la compétence des tribunaux ecclésiastiques. Il transforma l'Eglise en une simple institution d'Etat ; l'empereur nommait les évêques, il confiait la formation des ecclésiastiques à des séminaires de l'Etat, il réglementait les biens de l'Eglise, rendait des ordonnances pour les fondations et les couvents, supprimait tous les ordres qui ne servaient pas à des buts d'Etat. Pendant plusieurs siècles, l'Eglise opposa une résistance énergique, mais vaine, à l'absolutisme, qui la transformait peu à peu en un instrument docile.

L'absolutisme soumit le peuple, avec tous les moyens de contrainte dont il disposait, au monopole ecclésiastique de l'enseignement et aux commandements de l'Eglise. Mais, en même temps, il transforma l'Eglise elle-même en un instrument de l'Etat. C'est ainsi que le pouvoir exercé par l'Eglise sur le peuple n'était plus qu'un instrument de domination de l'absolutisme, l'Eglise elle-même

n'étant plus qu'une partie intégrante du système de domination absolutiste.

L'Eglise et la Révolution bourgeoise

Le capitalisme se développa peu à peu sous la protection de l'absolutisme. L'importance numérique de la bourgeoisie, sa richesse, son instruction, sa conscience de classe se développèrent. Plus elle se renforçait, plus aussi se renforçait son hostilité à l'égard de l'absolutisme, jusqu'au moment où elle engagea la lutte contre lui. Elle exigea une constitution qui confiât à un parlement, élu par la bourgeoisie, le droit de faire les lois et le contrôle de l'administration.

Elle luttait contre les privilèges de la noblesse. Le bourgeois devenu riche ne voulait pas être l'inférieur de l'aristocrate.

Elle luttait contre le régime de la propriété féodale, que maintenait l'absolutisme.

Mais, dans cette lutte contre l'absolutisme et le féodalisme, la bourgeoisie se heurta à l'Eglise. Elle se heurta à l'Eglise transformée en institution d'Etat, en un instrument de domination de l'absolutisme, à l'Eglise dont le pouvoir sur les croyants servait à maintenir dans l'obéissance les masses

populaires. Elle se heurta aux évêchés, aux abbayes et aux couvents qui, étant eux-mêmes de grands propriétaires terriens, défendaient en commun avec la noblesse le régime de la propriété féodale.

La bourgeoisie mena tout d'abord la lutte contre l'Eglise avec des armes intellectuelles : la philosophie bourgeoise du XVIII[e] siècle *(Aufklärungsphilosophie)* ébranla les croyances religieuses des couches supérieures du peuple. Puis elle engagea la lutte avec des armes politiques : la révolution bourgeoise détruisit partout l'absolutisme et son système d'Eglise d'Etat. A l'obligation imposée par l'absolutisme de professer certaines croyances religieuses, elle opposa la liberté de conscience des individus ; au système d'Eglise d'Etat, elle opposa l'égalité devant la loi de toutes les Eglises et toutes les confessions. C'est ainsi qu'en Autriche le Reichstag, élu au fort de la tempête de la Révolution de 1848, adopta, dans la constitution élaborée par lui, les principes suivants :

A tout citoyen autrichien est garantie la liberté de croyance et de l'exercice public d'un culte.

Aucune société religieuse ou Eglise ne bénéficie de privilèges de la part de l'Etat.

Personne ne peut être contraint par l'Etat à professer une religion qui n'est pas la sienne.

Les différences de religions ne peuvent donner lieu à aucune différence dans les droits et obligations des citoyens.

L'Eglise organisa la résistance contre ces principes de la révolution bourgeoise. Tout en demandant d'être libérée des entraves que lui avait imposées l'absolutisme, elle exigea le maintien de l'ancienne obligation de professer une croyance religieuse, de ses anciens privilèges, de son ancien monopole de l'enseignement.

C'est ainsi que les évêques et les prélats se mirent aux côtés de la Cour et de la noblesse, contre la révolution bourgeoise. C'est ainsi que l'Eglise bénit les sabres et les potences de la contre-révolution triomphante.

Celle-ci la remercia de son aide en rendant les décrets de 1850 accordant la liberté à l'Eglise par la suppression de la tutelle joséphiniste de l'Etat sur l'Eglise ; par le concordat de 1855, qui soumit l'école populaire et toute la législation matrimoniale à la tutelle de l'Eglise. Si, avant 1848, l'Eglise était un organe de l'absolutisme, ce dernier devint, à partir de 1848, un organe de l'Eglise.

Cléricalisme et libéralisme

L'absolutisme, ainsi rétabli s'écroula de nouveau sur les champs de bataille de 1859 et de 1866.

Mais les constitutions de 1861 et de 1867 exclurent les grandes masses populaires du droit électoral pour les Landtag et le Reichsrat. Seules, la grande propriété foncière et la grande bourgeoisie furent appelées à participer au pouvoir législatif.

C'est pourquoi toute l'histoire de l'Autriche, qui se déroula sur la base de ces constitutions, de 1860 à 1890, ne fut que l'histoire de la lutte entre la grande bourgeoisie, d'une part, et la grande propriété, tant aristocratique qu'ecclésiastique, de l'autre.

D'un côté, le parti libéral, le parti des industriels, des marchands, des banquiers, des professeurs et des avocats.

De l'autre, le parti féodo-clérical, dirigé par la grande noblesse foncière et le haut clergé.

Le libéralisme reprit la lutte contre le régime d'Eglise d'Etat. Il a supprimé le concordat ; établi dans la Constitution de 1867 la liberté de conscience ; dans la loi de 1868, l'égalité de toutes les

Eglises reconnues par la loi ; dans la loi sur l'enseignement public populaire de 1869, la suppression de la surveillance écclésiastique sur les écoles. Mais toutes ses autres tentatives se heurtèrent à la résistance passionnée de l'Eglise soutenue par la Cour et la noblesse. Sa tentative de supprimer les subsides de l'Etat à l'Eglise et d'obliger les croyants à subvenir eux-mêmes à l'entretien du clergé, ainsi que ses tentatives de réformer le droit matrimonial, échouèrent.

La lutte entre le libéralisme et le cléricalisme, qui se poursuivit de 1860 à 1890, fut une lutte entre deux classes privilégiées : entre la grande bourgeoisie et la noblesse foncière, entre la nouvelle aristocratie de l'argent et la vieille aristocratie du sang. Dans cette lutte, devait finalement l'emporter la classe qui réussirait à trouver des alliés dans les masses populaires qui ne participaient pas encore à la constitution et à les lancer dans la lutte contre l'autre classe privilégiée.

Les industriels, les gros commerçants, les banquiers libéraux en furent incapables.

Effrayés par l'expérience de la Révolution de 1848, les industriels libéraux n'osèrent pas lancer les ouvriers dans la lutte.

La lutte libérale contre l'Eglise a échoué en Autriche du fait que les intérêts de classe de la

grande bourgeoisie libérale ne lui permirent pas de faire appel aux masses populaires pour lutter contre la Cour, la noblesse et le clergé. C'est pourquoi de grandes survivances de l'ancien système d'Eglise d'Etat subsistent encore aujourd'hui en Autriche.

Car ce que n'osa pas faire le libéralisme, le cléricalisme l'a fait. Il a dressé de nombreux prolétaires pour la lutte contre le libéralisme. Il a provoqué un grand mouvement clérical des masses qui a écrasé définitivement le libéralisme.

Formation du parti clérical

L'usine capitaliste élimina les maîtres de corporations, le commerce capitaliste transforma les artisans en salariés. Le capital commercial et le capital usuraire exploitèrent les paysans.

Le cléricalisme se tourna alors vers les artisans des villes et vers les paysans de la campagne, en leur disant : « L'industriel, le gros commerçant, l'intermédiaire et l'usurier qui vous exploitent, ce sont les mêmes bourgeois libéraux, qui ont combattu les vieux droits de la Sainte-Eglise. »

Des prêtres catholiques organisèrent les artisans dans les villes et les paysans à la campagne. Ils

les dressèrent pour la lutte contre la grande bourgeoisie libérale. Ils défendirent, contre la grande bourgeoisie, les intérêts économiques et sociaux de la classe moyenne bourgeoise et de la paysannerie et, par compensation, ils réclamèrent l'appui de ces classes pour la lutte contre la politique religieuse du libéralisme.

Ce furent, au début, des aristocrates comme le baron Vogelsang, le prince Liechtenstein, le comte Falkenhayn, qui dressèrent les masses petites bourgeoises et paysannes, contre le libéralisme de la grande bourgeoisie. Quarante ans avant, à l'époque où l'on pouvait constater les débuts de ce mouvement en France et en Angleterre, Karl Marx le caractérisa de la manière suivante : « Ils arborent la besace comme une bannière, pour grouper le peuple derrière eux, mais chaque fois que le peuple les suivit, il aperçut sur leur derrière les vieilles armes féodales, et s'en allait avec un rire irrespectueux... De même que le prêtre marcha toujours la main dans la main avec les féodaux, de même le socialisme clérical marcha la main dans la main avec le socialisme féodal. Le socialisme chrétien n'est que l'eau bénite avec laquelle les prêtres bénissent le dépit des aristocrates. » (1)

(1) Marx et Engels : *Le Manifeste Communiste.*

Mais, dans la mesure où les masses petites bourgeoises et paysannes se mirent vraiment en mouvement, elles se libérèrent de leur oppression féodale.

Le parti féodo-clérico-aristocratique, qui représentait l'alliance de l'Eglise avec la grande aristocratie seigneuriale, fit place au parti populaire chrétien-social, au sein duquel l'Eglise s'allia avec la classe moyenne bourgeoise et avec les paysans.

Désormais la puissance de l'Eglise ne s'appuyait plus seulement sur l'influence dont elle disposait à la Cour, sur ses domaines fonciers, sur ses privilèges, mais aussi sur la puissante organisation d'un parti populaire, disposant d'une forte presse. Il ne s'appuyait plus seulement sur les sentiments religieux, les aspirations et les traditions religieuses des masses, mais sur le fait que les classes populaires considéraient l'Eglise comme leur alliée contre leur ennemi de classe, comme le défenseur de leurs intérêts économiques et sociaux.

La nouvelle puissance démocratique de l'Eglise a vaincu le libéralisme qui ne s'appuyait que sur la couche étroite de la grande bourgeoisie.

Mais, tandis que le nouveau parti clérical réussissait à battre le libéralisme de la grande bourgeoisie, se dressait derrière lui un nouvel adversaire : la classe ouvrière montante.

L'Eglise devient l'alliée de la bourgeoisie

La social-démocratie, unifiée sous la direction de Victor Adler, au congrès de Hainfeld, en 1888, organisa les masses ouvrières et les mena au combat.

Au cours des luttes électorales de 1893 à 1907, elle détruisit les privilèges électoraux de la classe possédante et conquit le suffrage pour les ouvriers.

Tant que les ouvriers furent exclus du droit de vote, toute lutte électorale était une lutte entre les masses cléricales, petites bourgeoises et paysannes, et la grande bourgeoisie libérale. Avec le suffrage universel, le libéralisme disparut ; ce parti, qui ne s'appuyait que sur la couche étroite de la grande bourgeoisie, ne put se maintenir dans les corps électoraux du suffrage universel. Le parti clérical des masses petites bourgeoises et paysannes n'avait plus dans les luttes électorales à attaquer la grande bourgeoisie libérale, mais à se défendre contre le parti ouvrier social-démocrate.

Avec la social-démocratie se développèrent les syndicats. Le chef d'entreprise, qui appartenait à la moyenne ou à la petite bourgeoisie des villes, vit se dresser en face de lui le syndicat qui imposait

des augmentations de salaires et des réductions du temps de travail. Le grand fermier à la campagne était mécontent de voir que l'augmentation des salaires dans l'industrie l'obligeait à accorder également des salaires plus élevés à ses journaliers pour pouvoir conserver la main-d'œuvre qui lui était nécessaire. La masse des bourgeois et gros fermiers ne considérait plus les capitalistes, mais les ouvriers, comme ses plus dangereux adversaires de classe.

Avec la social-démocratie, se développèrent également les coopératives ouvrières de consommation. Le commerçant se vit menacé par la concurrence de ces coopératives. Ce n'étaient plus désormais les industriels, les gros commerçants libéraux qu'ils craignaient, mais les coopératives organisées par les social-démocrates.

La masse bourgeoise et paysanne, qui venait de vaincre la grande bourgeoisie libérale, se tourna dès lors contre la classe ouvrière qui se dressait derrière elle.

Les prêtres catholiques, qui avaient organisé les masses bourgeoises et paysannes et s'étaient mis à leur tête, prêchaient hier encore contre la grande bourgeoisie libérale. Maintenant de toutes les chaires ils prêchent contre la classe ouvrière social-démocrate.

La grande bourgeoisie avait combattu le parti populaire clérical avec haine et passion, quand ce dernier mobilisait les petits bourgeois et les paysans contre le libéralisme. Mais à partir de l'introduction du suffrage universel et du renforcement des syndicats, l'attitude de la grande bourgeoisie vis-à-vis du cléricalisme commença à se modifier. Les industriels et les financiers se dirent : il n'est plus possible de sauver le libéralisme ; dans les corps électoraux du suffrage universel, il n'y a plus face à face que le cléricalisme et la social-démocratie ; en se tournant contre la classe ouvrière, contre les syndicats, contre la social-démocratie, c'est notre cause que le cléricalisme défend. C'est pourquoi, à partir de l'année 1907, les gros industriels, les gros banquiers, qu'ils fussent juifs, francs-maçons, ou libres-penseurs, soutinrent de leurs millions les campagnes électorales des cléricaux contre la social-démocratie.

Vint la guerre et, à sa suite, la Révolution. Celle-ci déchaîna le mouvement impétueux de la classe ouvrière. Les classes possédantes virent leur propriété menacée par le prolétariat. Si, jusqu'alors, les baïonnettes de l'armée impériale avaient protégé leur propriété, il n'y avait plus désormais qu'une seule puissance capable de la défendre con-

tre la victoire du socialisme, c'était l'Eglise exerçant son pouvoir sur des millions d'âmes !

Au moment où la dépréciation de l'argent orientait les masses ouvrières dans la voie révolutionnaire, les gros financiers internationaux craignirent que la révolution sociale ne gagnât l'Autriche. Les gros capitalistes juifs, protestants, ou francs-maçons de Londres, d'Amsterdam et de Paris mirent, en 1922, des centaines de millions à la disposition du prélat catholique Seipel, pour qu'il assainît les finances autrichiennes et préservât ainsi l'Autriche de la révolution sociale.

La grande bourgeoisie autrichienne considéra la stabilisation de la monnaie comme le salut. Les gros industriels, tant juifs que francs-maçons, acclamèrent le prélat catholique comme leur sauveur. Son portrait est accroché au mur des cabinets de travail des directeurs de banque.

C'est ainsi que la grande bourgeoisie a passé dans le camp du cléricalisme. Son argent, sa presse, ses relations internationales sont entièrement à son service.

Tant que la masse ouvrière fut exclue du droit de vote, la grande bourgeoisie pouvait dominer seule. Sa domination, c'était le libéralisme. Aujourd'hui, par contre, dans la République démocratique, où c'est la majorité du peuple qui décide, la grande

bourgeoisie ne peut maintenir sa domination qu'en s'appuyant sur la masse des électeurs petits bourgeois et paysans ; elle ne peut donc dominer qu'en pénétrant dans le parti clérical, qui groupe les masses des électeurs petits bourgeois et paysans, et en mettant ce parti à son service.

Et cette masse d'électeurs petits bourgeois et paysans qui, une génération auparavant, avait renversé la domination de la grande bourgeoisie libérale, elle était maintenant devenue mûre pour se placer sous la direction de la grande bourgeoisie, passant au cléricalisme.

Elles-mêmes effrayées par l'assaut de la classe ouvrière, intimidées par le déploiement de sa force, tremblantes devant la Révolution sociale, ces masses petites bourgeoises et paysannes ne virent plus qu'un devoir à remplir : défendre le régime de la propriété bourgeoise contre le socialisme. C'est ainsi que la grande bourgeoisie leur apparut désormais comme leur alliée naturelle contre le prolétariat. Elles ne pouvaient plus se passer de l'appui de la grande bourgeoisie, contre leur dangereux adversaire. Elles avaient désormais besoin de l'argent, de la presse et des relations internationales de la grande bourgeoisie. Lors des élections de 1923, le parti social-chrétien mit pour la première fois sur ses listes électorales les candi-

dats de la grande industrie et de la haute finance.

Notre programme constate ce qui suit :

« Plus la classe ouvrière se groupe pour lutter contre le capitalisme, plus aussi toutes les classes intéressées à l'exploitation du travail d'autrui s'unissent étroitement contre elle. Les antagonismes historiques entre la bourgeoisie et l'aristocratie féodale, entre le grand capital et les classes moyennes bourgeoises, passent au second plan et font place à l'antagonisme commun de toutes les classes patronales contre la classe ouvrière. Toute la bourgeoisie, c'est-à-dire les grands capitalistes et les classes moyennes bourgeoises des villes, les grands propriétaires fonciers et les gros fermiers, se groupe contre la classe ouvrière. »

Le résultat de tout ce développement a été la transformation du parti clérical. Ce parti est devenu, selon l'expression de Seipel, « le point de concentration de tous les éléments anti-marxistes », c'est-à-dire l'organisation de toute la bourgeoisie contre la classe ouvrière.

Sa politique économique et sociale est dirigée par la grande bourgeoisie ; sa politique scolaire et culturelle par l'Eglise.

Le parti social-chrétien est le parti de la bourgeoisie et des gros fermiers qui se sont placés, dans toutes les questions économiques et sociales,

sous la direction de la grande bourgeoisie et, dans toutes les questions culturelles, sous celle de l'Eglise.

Il est l'organe de l'alliance de la grande bourgeoisie et de l'Eglise pour mener les masses de la bourgeoisie et des paysans riches contre la masse ouvrière.

La grande bourgeoisie soutient le parti socialchrétien à l'aide de son argent, de sa presse et de ses relations internationales et permet ainsi à l'Eglise de maintenir ses privilèges, notamment ses bénéfices, l'obligation de l'enseignement religieux, le droit matrimonial catholique. L'Eglise l'en remercie en mettant les masses bourgeoises et paysannes qui la suivent au service de la politique sociale et économique de la grande bourgeoisie.

C'est le sort de l'Eglise qu'elle doit toujours s'allier avec ses ennemis d'hier contre ses ennemis d'aujourd'hui. La grande adversaire de la classe des seigneurs laïques dans la société féodale devint l'alliée de la noblesse féodale contre l'absolutisme, lorsque ce dernier s'efforça de se soumettre à la fois l'Eglise et la noblesse. Après avoir résisté pendant des siècles contre sa transformation en un instrument de l'absolutisme, l'Eglise devint l'alliée de celui-ci contre la révolution bourgeoise, contre la grande bourgeoisie libérale mon-

tante. Après avoir mobilisé les masses petites bourgeoises et paysannes contre la grande bourgeoisie libérale, elle est finalement devenue l'alliée des masses bourgeoises et paysannes riches, groupées sous la direction de la grande bourgeoisie contre la classe ouvrière. Mais, grande puissance du passé, elle reste toujours l'alliée de la classe qui, au moment donné, défend sa domination contre la classe montante. De même qu'à l'époque de la révolution bourgeoise, l'Eglise a défendu la domination de la Cour et de la noblesse contre la bourgeoisie montante, de même, elle défend actuellement la domination de la bourgeoisie contre la classe ouvrière.

L'alliance avec l'Eglise est devenue indispensable à la grande bourgeoisie, car, dans la démocratie, avec les moyens de la démocratie, la bourgeoisie ne peut maintenir sa domination que si la majorité du peuple se laisse diriger par le parti bourgeois. Seul, le pouvoir qu'exerce l'Eglise sur ses croyants peut maintenir la majorité du peuple sous la domination de ce parti. C'est pourquoi notre programme de Linz constate :

« Dans la République démocratique, la suprématie politique de la bourgeoisie ne repose plus sur des privilèges politiques, mais sur le fait qu'au moyen de sa puissance économique, de la puis-

sance de la tradition, au moyen de la *presse*, de l'*école* et de l'*Eglise*, la majorité du peuple a pu être maintenue sous son influence intellectuelle. »

De même que la bourgeoisie a besoin des journalistes de la presse capitaliste, comme des professeurs et des instituteurs de ses écoles, elle a également besoin des prêtres pour pouvoir assurer à sa domination sur le peuple la consécration démocratique, en faisant confirmer cette domination par la volonté de la majorité du peuple.

Mais si l'Eglise est ainsi devenue indispensable à la bourgeoisie pour le maintien de sa domination, la bourgeoisie est devenue pour la même raison le champion de l'Eglise. Les bourgeois peuvent être, isolément, opposés aux bénéfices de l'Eglise, à l'obligation de l'enseignement religieux, à la juridiction matrimoniale de l'Eglise ; la bourgeoisie, en tant que classe, ne peut cependant défendre sa suprématie économique contre les attaques du prolétariat qu'en soutenant la domination du parti social-chrétien et, par là, le système clérical de l'Eglise officielle. La suprématie de l'Eglise, qui défend ce système, ne peut désormais être renversée que grâce à la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie. De même qu'il y a soixante ans le concordat n'a pu être déchiré que grâce à la victoire de la bourgeoisie sur la Cour et la noblesse

féodale ; de même, à notre époque, la domination de l'Eglise dans l'Etat ne peut plus être brisée que par la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie.

LE RÉGIME SOCIAL ET LA RELIGION

L'Eglise et la religion

Le pape, les cardinaux, les évêques, les prélats, c'est ce qui constitue la hiérarchie ecclésiastique, l'Eglise.

Le petit paysan pauvre qui, lorsque les nuages se rassemblent et que la grêle menace d'anéantir sa récolte, le fruit d'une année de travail pénible, joint les mains et prie : « Seigneur, donnez-nous aujourd'hui notre pain quotidien », c'est la religion.

La puissante organisation de domination, dont les diplomates siègent dans toutes les cours, dont les princes dirigent de grands partis et influencent les destinées des Etats, c'est l'Eglise.

La mère qui, au chevet de son enfant malade, cherche le salut et la consolation en priant ardemment la Sainte-Vierge, c'est la religion.

Le système de théologie dogmatique édifié avec art au cours des siècles, c'est l'Eglise. La

pieuse légende que la mère raconte à son enfant, c'est la religion.

Le formidable système de domination du droit ecclésiastique, c'est l'Eglise. Le chant pieux qui console les pauvres et les malheureux, c'est la religion.

La puissance de l'Eglise repose sur la religion du peuple. Si le peuple n'était pas religieux, l'Eglise ne pourrait pas le diriger. Mais quoique l'organisation de la domination ecclésiastique s'appuie sur la religion, l'Eglise et la religion ne sont cependant pas identiques. Il existe des princes de l'Eglise qui, dans l'intimité, se moquent de la religion. Il existe, d'autre part, des croyants fervents qui haïssent l'Eglise.

Nous avons vu le rôle que joue l'Eglise dans les luttes de classes. Nous verrons maintenant quels rapports il y a entre la religion et les conditions de vie sociale des hommes.

Les conditions de vie sociales et les représentations religieuses

« Est-il besoin d'une grande pénétration, demande Marx, dans le *Manifeste communiste,* pour comprendre qu'avec leurs conditions de vie, leurs rapports sociaux, leur existence sociale, les hommes voient transformer également leurs représentations, leurs idées et leurs concepts, en un mot, leur conscience ? »

Au IX^e^ siècle, le vieux chanteur saxon de l'*Héliand* a représenté le Christ comme un roi populaire qui, le premier, à la tête de son peuple, entouré des hommes de sa suite, s'avança à travers les pays.

Trois siècles plus tard, Wolfram von Eschenbach raconte l'épopée de Parsifal, qui fait résider le Graal, symbole de la rédemption, dans la splendeur d'un château féodal et qui nous montre la voie de la béatitude dans la vie du chevalier qui ne pourra la conquérir qu'après avoir prouvé, au cours de ses aventures et de ses luttes chevaleresques, sa vocation consistant à servir l'Eglise avec son bras séculier, mais qui, purifié de tout

orgueil et de ses doutes, a appris à s'informer des grands mystères.

Mais, tandis que la chevalerie de l'époque des croisades se créait ainsi un idéal de sainteté chevaleresque, vivait au sein du peuple un autre christianisme. Les artisans et les paysans ne rêvaient pas de la coupe merveilleuse au milieu de la magnificence féodale. Ils se retrouvaient dans les récits simples de la Sainte Famille. Dans ses peines, dans ses douleurs, la paysanne prie la Sainte-Vierge qui a accouché dans une étable et a vu mourir son fils sur la croix.

Mais, déjà, le capitalisme primitif commence son œuvre de transformation. Déjà des prolétaires s'assemblent dans les villes. C'est à ce moment que saint François d'Assise, dans son cilice, une corde autour des reins, parle de Jésus, le Sauveur des pauvres, et bientôt des moines mendiants traversent les villes et parlent aux pauvres du fils de Dieu, qui ne possédait même pas une pierre où poser sa tête.

C'est ainsi que chaque époque de l'histoire, chaque classe se créait son propre christianisme.

C'est ainsi que l'homme de chaque époque de l'histoire, que chaque classe crée son Dieu d'après sa propre image.

Les représentations religieuses de chaque époque

de l'histoire, de chaque classe ne sont que le reflet de leurs besoins, de leurs aspirations, de leur idéal particulier, le produit de leurs propres conditions sociales d'existence.

« Le monde religieux n'est que le reflet du monde réel », dit Marx.

La bourgeoisie et la religion

Lorsqu'au sein de la société féodale se constitua une bourgeoisie aisée, se développa dans les villes commerciales de l'Angleterre, de la Hollande, de la Suisse, de l'Allemagne et de la France, un nouveau christianisme, le christianisme *bourgeois*.

Ce christianisme trouva sa forme la plus parfaite dans le calvinisme.

Le catholicisme considérait l'existence du moine comme l'existence la plus agréable à Dieu. La fuite hors du monde pécheur, l'existence monacale étaient, selon lui, la voie la plus sûre vers le salut.

Le protestantisme enseigna, par contre, que l'existence la plus agréable à Dieu n'était pas l'isolement monacal, mais l'exécution des tâches qui s'imposent à nous dans la position où Dieu

nous a placés et dans la profession à laquelle il nous a appelés.

Le Dieu du catholicisme demande « de bonnes œuvres ». Le Dieu de Calvin, par contre, ne demande ni le carême, ni la pénitence, mais une « vie sainte », c'est-à-dire une vie d'assiduité, de respectabilité, d'économie bourgeoises.

Et la grâce de Dieu se manifeste au commerçant calviniste dans le succès économique de sa vie bourgeoise : quiconque obtenait, d'une façon honnête, des profits élevés, quiconque ne gaspillait pas ces profits, mais les ajoutait à sa fortune, était sûr de la grâce de Dieu. Dieu a béni son commerce. Et, fièrement, le commerçant heureux citait la sentence de Salomon : « L'homme assidu dans ses affaires sera placé devant les rois. » (Chapitre 22, Verset 29).

Et les autres, ceux qui succombent dans la lutte pour la concurrence ? Les prolétaires, les esclaves ? A cela, le calvinisme répond : « Avant la création du monde, Dieu a élu les uns et damné les autres. Aucun effort humain ne peut changer le sort fixé à l'avance par la grâce de Dieu. Le succès matériel obtenu au moyen d'une vie honnête et économe donne aux élus de Dieu la certitude de la grâce, mais les autres, ils sont les damnés de Dieu. Le devoir du Saint, à l'égard de

Dieu, est de maintenir sous une discipline sévère les damnés, les ennemis de Dieu. » (1)

Ce christianisme calviniste bourgeois fut l'idéologie de la première révolution bourgeoise, c'est-à-dire de la révolution anglaise du XVII[e] siècle. Lorsque les bourgeois et les paysans libres d'Angleterre renversèrent la royauté et son Eglise d'Etat, mais aussi lorsqu'ils battirent les *Levellers* prolétariens qui s'étaient dressés derrière eux, ils se considéraient comme les élus de Dieu, chargés d'abattre ses ennemis, ceux qu'il avait condamnés depuis l'origine des temps.

Cependant le résultat de leur victoire ne fut pas le royaume de Dieu sur terre dont ils rêvaient, mais l'ordre social capitaliste bourgeois, la domination de la bourgeoisie, « qui noie le frisson sacré de l'exaltation pieuse, de l'enthousiasme chevaleresque, de la mélancolie petite bourgeoise, dans l'eau glacée du calcul égoïste » ; qui, « à l'exploitation masquée par les illusions religieuses et politiques, substitua l'exploitation ouverte, cynique, directe. » (2) Ainsi disparut l'élan religieux du

(1) Voir Max Weber : *L'éthique protestante et l'« esprit » du capitalisme.* — *Archives des sciences sociales.* T. XX. et XXI.

(2) Marx-Engels : *Le Manifeste Communiste.*

puritanisme. L'enthousiasme religieux de l'époque révolutionnaire fit place, dans le monde d'où avait disparu tout enchantement, à la sécheresse de la philosophie bourgeoise du XVIIIe siècle *(Aufklärung)*. « Cromwell et le peuple anglais avaient emprunté à l'Ancien Testament le langage, les passions, et les illusions dont ils avaient besoin pour faire leur révolution bourgeoise. Lorsqu'ils eurent atteint leur but véritable, lorsque la transformation bourgeoise de la société anglaise fut accomplie, Locke prit la place d'Habacuc », écrivit Marx. (1)

Dans les pays catholiques et luthériens, le développement prit une autre voie. Si, dans l'Angleterre calviniste, la bourgeoisie révolutionnaire put opposer à l'Eglise officielle de la royauté ses propres Eglises et ses propres sectes ; à la religion d'Etat ses propres convictions chrétiennes, la bourgeoisie révolutionnaire ne rencontra, dans les pays catholiques et luthériens, aucune autre Eglise que l'Eglise officielle, devenue l'instrument de la domination de l'absolutisme, aucun autre christianisme que celui de l'Eglise officielle. Si, en Angleterre, la révolution bourgeoise put prendre

(1) Marx : *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte. Locke:* chef de la philosophie anglaise du XVIIe siècle ; Habacac, le prophète du Vieux Testament.

la forme d'une lutte du christianisme puritain contre le christianisme de l'Eglise officielle, elle prit dès le début, dans les pays catholiques et luthériens, l'aspect d'une lutte de la philosophie bourgeoise contre tout christianisme, contre toutes les formes traditionnelles de la religion. La bourgeoisie rompit avec toutes les religions traditionnelles. La grande Révolution française opposa au christianisme historique le « Culte de l'Etre suprême », à la trinité du christianisme, l'idée abstraite, dépouillée de toute précision chrétienne, d'un « grand Etre qui veille sur l'innocence et châtie les criminels » (Robespierre). Le déisme de la bourgeoisie révolutionnaire ne conserva Dieu que comme un organe céleste de police de l'ordre social créé par elle.

Lorsque, dans la grande révolution industrielle, le développement de la machine (machine à filer, machine à vapeur, métier à tisser mécanique) créa le système moderne des usines, la bourgeoisie commença à se représenter le monde comme une immense machinerie. Lorsque la « libre concurrence » du libéralisme détruisit toutes les entraves féodales, corporatives, mercantiles, la bourgeoisie projeta sa « libre concurrence » dans l'univers. De même que, dans le monde capitaliste, l'entreprise la mieux outillée bat et élimine l'en-

treprise moins bien adaptée à la lutte pour la concurrence, et que, seules, survivent les entreprises les mieux adaptées à cette lutte, et que c'est cette lutte pour l'existence qui donne naissance au développement formidable des forces productives du travail humain, de même, dans la nature, ce sont les êtres les moins bien adaptés au milieu extérieur qui sont éliminés et, de même, d'après Darwin, c'est la lutte des êtres pour l'existence et la survivance des mieux adaptés qui explique le perfectionnement des espèces. L'homme n'est plus le centre de l'univers, qu'un Dieu a créé et pour lequel un Dieu est mort sur la croix ; ce n'est plus que l'animal le plus perfectionné, issu de la lutte des êtres pour l'existence. L'anarchie du mode de production capitaliste se reflète dans la représentation d'un monde qui n'est plus dirigé par un Dieu et qui se développe dans une lutte aveugle de tous contre tous. La philosophie de la bourgeoisie libérale du XVIII^{e} siècle trouve sa conclusion, au XIX^{e} siècle, dans le matérialisme athée du darwinisme. » (1)

« La tradition de toutes les générations mortes

---

(1) Voir Bauer : *La Conception du monde du capitalisme. « Le Marxisme vivant »*. Iena 1924. Pag. 420 à 423.

pèse comme un cauchemar sur le cerveau des vivants. Et lorsqu'ils semblent précisément occupés à transformer eux-mêmes et les choses, à créer quelque chose de nouveau, c'est précisément à ces époques de crise révolutionnaire qu'ils évoquent anxieusement les esprits du passé pour venir à leur secours », dit Marx. (2). Ainsi, parmi les couches de la bourgeoisie, ce ne sont que les plus avancées, les plus hardies, ayant pris part aux luttes violentes contre le monde féodo-clérico-absolutiste, qui accomplirent l'évolution de la philosophie bourgeoisie vers le matérialisme athéiste. De larges couches de la bourgeoisie restèrent sous l'influence des religions traditionnelles et s'efforcèrent de conclure des compromis entre les traditions religieuses et la philosophie bourgeoise. Toute l'histoire de la pensée bourgeoise au XVIII[e] et au XIX[e] siècles, de sa philosophie, de sa théologie (protestante) est l'histoire de ces tentatives de compromis. Les hauts et les bas de la révolution bourgeoise se reflétèrent dans la mesure où les éléments philosophiques et religieux se mêlèrent dans ces systèmes de compromis.

Tant que le libéralisme bourgeois fut en lutte

---

(2) Marx : *Le 18 Brumaire.*

contre l'absolutisme, la noblesse et l'Eglise, la philosophie fut en progrès. La tâche consista à éclairer les masses en vue de les libérer de leur religiosité traditionnelle et à détruire ainsi ce puissant appui du féodalisme et de l'absolutisme.

Mais la situation se modifia complètement dès que la classe ouvrière se dressa dans le dos de la bourgeoisie libérale. Plus elle se développa, plus aussi les antagonismes entre la bourgeoisie et l'Eglise firent place à leur intérêt commun vis-à-vis de la classe ouvrière. Lorsque cette dernière devint dangereuse pour la domination de la bourgeoisie, celle-ci se jeta dans les bras de l'Eglise. La bourgeoisie se rend maintenant compte que, seule, l'influence qu'exerce l'Eglise sur les croyants peut défendre la domination de classe de la bourgeoisie contre l'assaut du prolétariat. C'est pourquoi elle comprend que c'est son devoir de maintenir le peuple dans la religion pour que le cléricalisme puisse le maintenir en état de servitude vis-à-vis de la bourgeoisie.

Tant que la bourgeoisie lutta contre l'absolutisme, la noblesse et l'Eglise, son mot d'ordre fut d'éclairer les masses, mais dès que la bourgeoisie fut obligée de se défendre contre la classe ouvrière, son mot d'ordre devint : il faut une religion pour le peuple ! Mais dès que la bourgeoisie ne peut

plus se passer de la religiosité des masses populaires comme soutien de sa domination de classe, sa propre attitude vis-à-vis de la religion se transforme nécessairement aussi.

Le bourgeois croit à la science, à celle qui développe les forces productives soumises au capital. Mais le bourgeois veut une religion pour le peuple. Ses idéologues doivent tranquilliser sa conscience en mettant en accord la science et la religion.

C'est pourquoi les idéologues de la bourgeoisie font renaître la théorie de la connaissance de Kant. Ils inventent de nouvelles théories de la connaissance. Qu'y a-t-il de commun dans toutes ces théories ?

Elles ont ceci de commun qu'elles limitent les droits de la science. Le pouvoir de la science ne dépasse pas les limites de l'expérience. Pour tout ce qui est au delà de l'expérience, elle ne peut rien nous dire. C'est pourquoi elle ne peut rien dire ni sur Dieu ni sur le libre-arbitre, ni sur l'immortalité de l'âme, pas plus pour les affirmer que pour les nier. Là où nous ne pouvons pas savoir davantage, nous pouvons croire ce qui nous plaît.

La philosophie était l'idéologie de la bourgeoisie montante, révolutionnaire. Mais, contrainte par les attaques du prolétariat à adopter une position

défensive, cette bourgeoisie est devenue contre-révolutionnaire et a rompu avec la philosophie. Ses idéologues ont relégué le déisme comme le matérialisme, dans le domaine des illusions de la métaphysique. Elle restreint les droits de la science au domaine de l'expérience, où elle sert au développement capitaliste. Elle rétablit la religion en dehors du domaine de la science, en tant que « postulat de la raison pratique ».

Le prolétariat et la religion

La racine primitive de la religion, c'est la crainte éprouvée par les hommes devant les forces naturelles qu'ils ne comprennent pas et ne peuvent dominer : la maladie, la mort, le secret des forêts primitives, l'éclair et le tonnerre.

L'homme tremble, impuissant, devant les forces naturelles qu'il ne comprend pas. Mais il ne peut supporter son impuissance et s'efforce de la maîtriser.

Le sauvage s'efforce de conjurer les forces naturelles hostiles à l'aide de ses formules et de ses cérémonies magiques. La magie a pour but de faire reculer la maladie, de chasser les esprits des morts

qui viennent effrayer les vivants dans leurs rêves, et de conjurer les forces naturelles hostiles.

La formule magique du sauvage devint, au cours des temps, la prière de l'homme civilisé. Grâce à ses prières, ce dernier espère guérir son enfant malade, protéger l'âme de sa mère mourante contre les démons malveillants, et sa maison, son champ contre les intempéries.

Le développement de la science a ébranlé la foi en la puissance de la magie, en l'efficacité de la prière. La maladie, les intempéries obéissent à des lois immuables ; aucun démon, effrayé par nos cérémonies magiques ; aucun Dieu, attendri par nos prières, ne peuvent rien changer à leur cours naturel. Mais si la science a détruit la foi, dans laquelle des centaines de générations ont cherché la consolation aux heures d'épouvante et de misère, elle nous a donné, par contre, l'assurance de pouvoir étendre de plus en plus la puissance véritable de l'homme sur les forces naturelles grâce à l'étude des lois de la nature et à leur application pratique dans le domaine de la médecine et de la technique.

La destruction de l'ancienne foi, le renforcement de cette nouvelle assurance, ce fut là le véritable résultat obtenu par cette philosophie bourgeoise qui a libéré des générations entières d'hommes cul-

tivés de toutes les idéologies religieuses traditionnelles.

Mais même à son apogée, cette philosophie n'a pu influencer que la pensée des classes instruites de la nation, c'est-à-dire l'aristocratie et la bourgeoisie cultivée. Par contre, les ouvriers, les petits bourgeois, les paysans, par suite de leur culture insuffisante et de la durée excessive de leur temps de travail, n'ont pas été à même de connaître l'explication scientifique des choses. C'est pourquoi se maintiennent dans le peuple les éléments primitifs de la pensée et de la sensibilité religieuses, alors qu'ils avaient disparu au sein de la bourgeoisie cultivée sous l'influence de la science et de la philosophie.

Le capitalisme a maintenu l'action de ces anciens éléments de la pensée et de la sensibilité religieuses des masses populaires, en faisant de la science le monopole des classes dominantes et en maintenant les masses populaires dans leur ignorance primitive.

Bien plus ! Le capitalisme a encore renforcé ces éléments, car si, autrefois, les racines de la religion résidaient dans l'impuissance des hommes devant les forces naturelles hostiles, le capitalisme a soumis les masses travailleuses au jeu de forces sociales, qu'elles ne comprennent pas davantage et

qu'elles ne peuvent, par conséquent, pas plus maîtriser que les premières, mais qui exercent sur le sort des individus et des masses des répercussions aussi cruelles que les forces naturelles elles-mêmes.

L'ouvrier se rend le matin à son travail, la tête pleine de soucis : on dit que l'usine sera fermée, serai-je licencié ce soir ? A la maison, sa femme prie : « Seigneur, épargne à mon mari l'horreur du chômage. »

Le chômeur s'en va, désespéré, d'une usine à l'autre, à la recherche de travail. A la maison, sa mère se demande avec angoisse : « Comment vivrons-nous si mon garçon ne trouve pas de travail ? » Et elle joint les mains : « Seigneur, donne-nous aujourd'hui notre pain quotidien ! »

La ménagère se rend au marché, où elle constate que la vie devient de plus en plus chère. Au carrefour, elle s'agenouille devant l'image de la Sainte-Vierge : « Fais que notre salaire suffise pour nourrir les enfants ! »

Le programme de Linz déclare ce qui suit : « L'anarchie du mode de production capitaliste provoque tantôt des périodes d'augmentation des prix et de surtravail ; tantôt des périodes de crise économique et de chômage. » Les mouvements anarchiques du marché mondial ont pour résultat, aujourd'hui, la fermeture des usines et le chômage

pour des millions d'hommes, demain, l'augmentation des prix, rendant inaccessible pour des millions d'hommes le minimum nécessaire à l'existence. Les rapports sociaux entre les labeurs individuels, entre les différentes entreprises et les différentes branches de la production, entraînent des crises du marché mondial, qui fondent sur les masses comme une catastrophe inéluctable.

La mère de l'ouvrier prie Dieu pour qu'il donne à son fils du travail et du pain, mais ce sont les puissances anarchiques du marché mondial qui condamnent les masses au chômage et qui les ramènent de nouveau à l'usine. Le processus social de la vie, tant qu'il n'est pas réglé et dirigé par la collectivité des travailleurs, impose sa nécessité au moyen des mouvements du marché mondial, qui enlèvent et rendent à des millions d'hommes leur travail et leur pain. La puissance de Dieu, que l'ouvrière s'efforce d'attendrir par ses prières, c'est la puissance du processus social de la vie, qui n'a pas encore été compris et dominé par les hommes.

Tant que ce ne sont pas les travailleurs qui dirigent les moyens de production, qui répartissent méthodiquement le travail entre les différentes branches de la production, adaptant méthodiquement la consommation à la production, la répartition du travail à la répartition des besoins,

l'accroissement de l'appareil social de production à l'accroissement de la population, les nécessités sociales ne pourront se manifester qu'au moyen des crises du marché mondial, qui fondent comme d'aveugles forces naturelles sur les individus, dont l'impuissance et la crainte, à l'égard de ces forces naturelles, reproduisent constamment le besoin religieux. C'est la misère des masses populaires soumises au capitalisme qui crée le besoin de la prière.

Tant que la classe ouvrière n'osa pas entreprendre la lutte contre le monde capitaliste, elle trouva sa consolation dans la religion. Soumise dans ce monde à de durs maîtres, elle chercha sa consolation dans la prière vers le Seigneur miséricordieux qui est au Ciel. Condamnée dans ce monde à la misère, elle trouva sa consolation dans l'espoir en un monde futur meilleur. Les idées religieuses l'aidèrent à supporter le sort dont elle souffrait dans le monde capitaliste. C'est pour cette phase de l'évolution que Marx écrivit la phrase célèbre : « La religion est l'opium du peuple ». (1)

Le capitalisme contraint le prolétariat à la

(1) Marx : *Critique de la philosophie du droit chez Hegel.*

révolte. Mais même quand le prolétariat s'est déjà dressé contre le capitalisme, il habille ses idées rebelles, ses premières revendications révolutionnaires, dans le vêtement de la religion traditionnelle. Les chrétiens hérétiques, tels que les Vaudois, les Bégards, les Lollards, les Taborites, les anabaptistes qui partirent en campagne pour proclamer contre le monde des riches la « véritable parole de Dieu », furent les précurseurs du socialisme moderne. Et aujourd'hui encore, nous pouvons constater comment les ouvriers forestiers, les journaliers, les mineurs vivant dans les vallées éloignées, quand leur conscience de classe commence à s'éveiller, donnent à leurs revendications une forme religieuse, le langage de l'Evangile contre Mammon. Aujourd'hui encore, les prolétaires qui s'éveillent à la conscience de classe relient les promesses du socialisme à celles de l'Evangile. « Les premiers seront les derniers et les derniers seront les premiers. » « La religion est l'opium du peuple », tant que le peuple supporte, sans se révolter, la domination du capitalisme ; mais c'est également la religion qui prête son idéologie aux premières révoltes du prolétariat contre le capitalisme.

Cependant, nous assistons à une nouvelle

évolution qui a détaché de la religion de larges couches du prolétariat.

Le capitalisme a arraché de larges masses populaires à leur village natal et les a accumulées dans les grandes villes et les grands centres industriels, en voie d'accroissement rapide. Il les pousse de ville en ville, de province en province, dans la succession de ses conjonctures. Il les soumet à l'influence de la vie des grandes villes, à l'influence de sa technique en voie d'évolution constante, de ses modes constamment nouvelles, et de ses sensations quotidiennes. Il transforme constamment leurs conditions d'existence, il les arrache ainsi à l'influence de ce « qui a toujours été et revient toujours, et vaut aujourd'hui parce qu'il a valu hier ». Il les rend ainsi capables de se détacher de leur religion traditionnelle, comme de toutes leurs autres traditions.

Le capitalisme place l'ouvrier au milieu du machinisme de la grande entreprise. C'est dans son travail même, auprès de la machine toujours plus perfectionnée, que l'ouvrier se rend compte de la victoire de la science moderne sur la nature. Il devient ainsi accessible à la pensée scientifique. Grâce à l'amélioration de l'enseignement populaire, à la réduction de la journée de travail, il s'appro-

prie de plus en plus les conquêtes de la science moderne.

Le capitalisme contraint l'ouvrier à la lutte de classe, mais, dans cette lutte, l'ouvrier se heurte au clergé qui s'est fait le défenseur de son adversaire de classe. C'est pourquoi l'ouvrier transporte sa haine contre le prêtre, contre la religion elle-même, au nom de laquelle le prêtre défend le régime social bourgeois.

C'est ainsi que de larges couches du prolétariat se détachent de la religion. Elles s'approprient les enseignements antireligieux de la philosophie du siècle de la révolution bourgeoise, dans sa dernière forme, la plus conséquente et la plus révolutionnaire, à savoir : le matérialisme athéiste. La libre-pensée se développe au sein du prolétariat industriel. C'est ainsi que la religion et la libre-pensée se disputent désormais le cerveau de l'ouvrier. Le résultat de ces luttes diffère selon les pays.

En Angleterre, où déjà la bourgeoisie, à l'époque de sa révolution, a opposé ses Eglises et ses sectes à l'Eglise d'Etat, où la révolution bourgeoise a conquis, dès le XVII^{e} siècle, la liberté de conscience pour toutes les confessions protestantes, une grande quantité d'Eglises et de sectes chrétiennes ont apparu sur la base calviniste et baptiste.

Dans la lutte qu'elles se sont livrée pour la conquête des âmes, ces Eglises ont cherché à s'adapter au mode de penser et aux besoins moraux des masses ouvrières. C'est ainsi que, dans ce pays, le prolétaire trouva des religions qui avaient adapté leur christianisme aux besoins moraux des ouvriers. C'est ce qui explique pourquoi la libre-pensée non-chrétienne et antichrétienne n'a pas réussi à prendre racine au sein des masses ouvrières anglaises. Le mouvement ouvrier anglais ne s'est jamais mis en opposition avec le christianisme et il appuie volontiers, au contraire, ses revendications sur l'éthique chrétienne.

Il en est autrement sur le continent, où les masses n'ont connu du christianisme que celui de l'Eglise officielle. En France, la tradition de la grande Révolution a relié étroitement le socialisme à la libre-pensée. Il en est de même actuellement en Russie. L'Eglise orthodoxe russe a été haïe par la classe ouvrière, comme un instrument de la domination tsariste. Son clergé n'a pas connu l'évolution par laquelle a passé le clergé catholique à l'époque des luttes menées par l'Eglise contre le libéralisme. Si le clergé catholique de l'Europe centrale et occidentale a dû, à l'époque de l'apparition des partis cléricaux populaires, organiser les masses petites bourgeoises et pay-

sannes, assumer dans ces organisations d'importantes fonctions sociales, se familiariser avec les besoins matériels de ces masses, le clergé de l'Eglise orthodoxe russe restait, sous la domination du tsarisme, éloigné de la vie matérielle des masses populaires. Le pope orthodoxe russe est un ivrogne ignorant, dont le paysan a besoin pour lui donner les sacrements, comme le sauvage a besoin du sorcier pour les cérémonies magiques, mais qui ne jouit pas de l'estime de son village et n'exerce aucune espèce d'influence sur la vie extra-religieuse de celui-ci. C'est pourquoi les progrès d'une libre-pensée agressivement antireligieuse n'ont rencontré, dans la Révolution russe, qu'une résistance relativement faible.

Mais, même au sein du prolétariat d'un même pays, l'attitude des différentes couches du prolétariat vis-à-vis de la religion est très variée.

En Autriche, c'est le noyau le plus avancé intellectuellement du prolétariat industriel qui est le véritable représentant de la libre-pensée. La grande puissance de l'Eglise catholique, son alliance étroite avec la bourgeoisie, le fait manifeste que seule l'influence exercée par l'Eglise sur les croyants maintient encore dans l'Etat la domination de la bourgeoisie remplissent des dizaines de milliers d'ouvriers d'une haine passionnée à l'égard

de la religion, dont l'Eglise s'est servie pour maintenir les masses sous cette domination.

Mais, dans les campagnes, nous voyons un tout autre tableau. L'ouvrier agricole, le journalier, le petit paysan exploitent d'année en année le même lopin de terre qu'ont exploité leurs pères. Le capitalisme n'a pas transformé leurs conditions d'existence dans la même mesure où il a transformé celles des masses qu'il a arrachées à la terre, concentrées dans ses centres industriels et livrées aux sentiments quotidiens de la vie des grandes villes. Continuant à vivre de la même façon dont ont vécu leurs pères, dans leurs villages où rien ne se passe, ils restent soumis à l'influence des vieilles traditions, beaucoup plus fortement que les ouvriers industriels. Ils ne sont pas, comme les ouvriers de la grande ville, attachés au machinisme en voie de transformation constante, grâce aux progrès de la technique. C'est pourquoi ils sont beaucoup moins accessibles à la pensée technique, physique, matérialiste. L'école du village, qui ne comporte qu'une seule classe, ne leur donne que des connaissances très élémentaires. C'est pourquoi les explications scientifiques leur sont difficilement accessibles. Ainsi, les masses prolétariennes de la campagne restent soumises à l'influence de la religion traditionnelle.

Mais les villages envoient tous les ans des milliers d'hommes dans les villes et dans les centres industriels. L'ouvrier agricole, le fils de paysan, qui se rendent à la ville, sont incapables de déchirer immédiatement le cordon ombilical qui les relie à l'idéologie de leur village natal. Plusieurs conservent, à la ville, le mode de pensée de leur village. Seuls, leurs fils, nés à la ville, réussissent à se détacher complètement des croyances de leurs pères. D'autres oublient, dans la vie quotidienne bruyante de la ville, la religion de leur village ; mais à tous les tournants importants de leur existence, à leur mariage, à la naissance de leurs enfants, à la mort d'un être qui leur est cher, ils ne veulent pas se priver des cérémonies religieuses, et, aux heures de misère et de désespoir, ils se rappellent le Dieu de leur enfance. C'est ainsi que ce n'est pas seulement à la campagne que l'on rencontre un prolétariat religieux, mais dans les grandes villes et les centres industriels également, les besoins religieux de nombreux prolétaires ne sont pas encore éteints.

Les théories modernes de la connaissance ont délimité les domaines respectifs de la science et de la religion. En dehors de la science, qui ne peut être rien d'autre que l'accumulation, la mise en

ordre, l'utilisation de l'expérience, elles ont établi le droit à une religion, qui, étant la représentation de ce qui est fermé à l'expérience humaine, ne peut pas être en contradiction avec la science, par ce qu'elle s'abstient de toute appréciation sur ce qui est dans le domaine de l'expérience. Mais la religion qui se maintient dans l'esprit des masses populaires est complètement différente de cette religion philosophique dont les théories modernes de la connaissance affirment le droit à l'existence. Même la dogmatique théologie catholique ne se contente pas des représentations sur ce qui est au delà de toute expérience et par conséquent au delà de la science. Mais, dans la religion des masses populaires, subsistent, même pour des chrétiens catholiques, des représentations religieuses provenant des temps primitifs de l'humanité : la croyance aux démons et les mythes magiques des sauvages, le totémisme, l'animisme, le fétichisme des stades de civilisation depuis longtemps dépassés.

De même que, dans les habitations prolétariennes, subsiste l'outillage primitif et que les perfectionnements modernes et du confort leur restent interdits, de même, dans l'outillage intellectuel de larges couches prolétariennes, subsistent

des mythes primitifs que l'évolution intellectuelle de l'humanité a dépassés depuis longtemps. Il n'existe pas seulement une misère matérielle, mais aussi une misère religieuse.

Dans les pays protestants, où la théologie libérale a amené un compromis entre la religiosité traditionnelle et la science bourgeoise moderne, un christianisme adapté au mode de penser bourgeois, il n'est pas rare de constater une véritable religiosité, même dans la bourgeoisie. Mais, dans les pays, où, comme chez nous, domine l'Eglise catholique la plus conservatrice, qui a étranglé le « modernisme » dès ses débuts, on la rencontre plus rarement. Depuis que la bourgeoisie a compris que son intérêt de classe était de maintenir le peuple dans la religion, les mœurs, le « bon ton » exigent que la bourgeoisie fasse montre de sentiments religieux. Mais la raison de son attitude religieuse est beaucoup moins un véritable sentiment religieux qu'une simple convention sociale. Notre bourgeoisie est social-chrétienne, mais non pas chrétienne. On constate beaucoup plus souvent une véritable religiosité au sein de la classe ouvrière, non seulement parmi les ouvriers agricoles, mais encore parmi certaines couches du prolétariat industriel des villes, qui n'ont pas encore complètement rompu avec la religion traditionnelle de

leur village natal. La grande mortalité infantile dans les logements prolétariens, les ravages de la tuberculose, l'insécurité quotidienne de l'existence, l'état de dépendance constante de la vie prolétarienne à l'égard du mouvement aveugle du marché mondial, l'existence pénible de la ménagère prolétarienne, tout cela remplit la vie d'un grand nombre d'ouvriers et de ménagères d'événements qui empêchent leurs besoins religieux de s'éteindre. « La misère religieuse, dit Marx, est, d'une part, l'expression de la misère véritable, et, d'autre part, une protestation contre cette misère. » (1)

Le socialisme scientifique et la religion

Lorsque la bourgeoisie libérale était en lutte contre la noblesse féodale et l'Eglise, son mot d'ordre était : éclairons le peuple ! La philosophie bourgeoise considérait la religion comme le résultat d'une duperie consciente des prêtres, qui auraient trompé le peuple ignorant pour pouvoir le dominer. Elle pensait qu'il suffisait d'éclairer le peuple pour le libérer de la religion et, par conséquent aussi, de la domination des prêtres.

(1) *Critique de la philosophie du droit chez Hegel.*

Mais pendant que la bourgeoisie libérale criait ainsi après les lumières, le régime social de la bourgeoisie maintenait les masses ouvrières dans la misère, dans un état d'insécurité constante, dans l'insuffisance de l'enseignement, dans des conditions de travail malsaines, c'est-à-dire dans un état qui rendait le peuple inaccessible aux lumières. La philosophie bourgeoise trouvait ainsi dans l'exploitation capitaliste une limite qu'elle ne pouvait pas dépasser.

Le socialisme scientifique comprit que c'étaient les conditions d'existence économiques et sociales des masses populaires qui assuraient la longévité de leurs conceptions religieuses, bien que celles-ci eussent été infirmées par les conquêtes de la science.

Le socialisme scientifique étendit cette conception à toute l'histoire mondiale. « Le mode de production de l'existence matérielle, dit Marx, détermine, d'une façon générale, tout le processus de la vie sociale, politique et intellectuelle. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur mode d'existence, mais, au contraire, leur mode d'existence sociale qui détermine leur conscience. » (1) « Avec la transformation de la base

(1) *Critique de l'économie politique.*

économique de la société, se transforme également toute l'immense superstructure de cette société », c'est-à-dire qu'avec leurs conditions d'existence économique se transforment également les conceptions juridiques, politiques, religieuses, artistiques, philosophiques des hommes.

Cette conception, que l'on a appelée la conception matérialiste de l'histoire, donna naissance à une nouvelle conception de la religion. Pour le socialisme scientifique, la religion n'est pas, comme pour le libéralisme, le résultat d'une simple tromperie des prêtres que l'on peut déjouer simplement en éclairant les esprits, mais le reflet des conditions d'existence économiques et sociales des hommes, une partie de cette « superstructure » idéologique, qui ne se transforme qu'au fur et à mesure de la transformation de la « base économique » de la société. « Toute histoire de la religion, dit Marx, qui ne tient pas compte de cette base matérielle, est fausse... Tirer des conditions d'existence véritables leurs formes spiritualistes, c'est la seule méthode matérialiste et, par conséquent, scientifique. (2)

Lorsque le libéralisme fut en lutte contre le cléricalisme, il déclara aux peuples : ce sont vos

(2) *Le Capital*, I.

croyances, dont les prêtres se servent pour vous dominer, qui sont la cause de votre misère. Débarrassez-vous de la religion et vous vous libérerez politiquement, socialement et économiquement ! A cela, le socialisme répondit : non, la religion est elle-même une conséquence, un mode d'expression de l'esclavage économique et social dans lequel la bourgeoisie libérale veut vous maintenir, tout comme la noblesse cléricale. Ce n'est que quand vous serez libérés dans votre existence matérielle que vous pourrez détruire la puissance des maîtres de votre vie économique et que vous pourrez vous libérer aussi intellectuellement. C'est dans ce sens que Marx écrivit :

La religion ne nous apparaît plus comme la cause, mais comme l'expression même de la misère matérielle. C'est pourquoi nous expliquons l'esclavage religieux des citoyens libres par leur esclavage matériel.

Nous ne prétendons pas qu'ils doivent supprimer leur misère religieuse pour supprimer leur misère matérielle. Nous prétendons, au contraire, qu'ils ne supprimeront leur misère religieuse que quand ils auront supprimé leur misère matérielle.

Nous ne transformons pas les questions matérielles en

questions théologiques, mais, au contraire, les questions théologiques en questions matérielles. (1)

La bourgeoisie libérale croyait pouvoir libérer le peuple de sa religion traditionnelle à l'intérieur même du régime capitaliste. Or, Marx nous a appris que c'est précisément le régime capitaliste qui reproduit toujours à nouveau le besoin religieux des masses populaires. Il nous a montré que l'état de dépendance complète dans lequel se trouvent les masses populaires à l'égard de puissances sociales qu'elles n'arrivent pas à dominer, leur état de dépendance complète à l'égard des lois cruelles du marché mondial, par l'intermédiaire desquelles se réalisent anarchiquement les nécessités du processus de vie sociale dans le monde anarchique du capital, sont les causes du maintien de la religion parmi les masses dans la société capitaliste. Et de cette prémisse, Marx tira la conclusion suivante :

Le reflet religieux du monde ne pourra disparaître que quand les rapports de la vie matérielle des hommes seront devenus des rapports raisonnables entre eux et

(1) Marx : *La Question juive*. Œuvres posthumes. T. I. P. 405.

avec la nature. La forme du processus de vie sociale, c'est-à-dire du processus de la production matérielle, ne perd son voile mystique que lorsque ce processus est placé sous le contrôle conscient et méthodique des hommes en tant que produit de la société humaine libre. (1)

Ce n'est que quand la collectivité des travailleurs réussira à régler d'une façon consciente et méthodique le processus de production et de répartition sociales, c'est-à-dire lorsqu'ils cesseront d'être dominés par des forces sociales qu'ils ne comprennent pas, qu'ils cesseront de projeter dans le ciel ces forces sociales.

C'est dans le même sens que Frédéric Engels écrivit :

Toute religion n'est que le reflet fantastique, dans le cerveau des hommes, des forces extérieures qui dominent leur vie quotidienne, reflet dans lequel les forces terrestres prennent la forme de forces supra-terrestres. Au début de l'histoire, ce sont tout d'abord les forces de la nature qui sont ainsi transformées dans le cerveau humain et traversent ensuite, chez les différents peuples, les personnifications les plus diverses et les plus variées.

---

(1) *Le Capital*. Tome I, p. 43.

Mais bientôt entrent en jeu, à côté des forces naturelles, des forces sociales, qui semblent aux hommes tout aussi étrangères et incompréhensibles et les dominent avec la même nécessité apparente que les forces naturelles elles-mêmes. Les figures fantastiques, dans lesquelles ne se reflétaient au début que les forces mystérieuses de la nature, reçoivent ainsi des attributs sociaux et deviennent les représentants de forces sociales... Nous avons vu que, dans la société bourgeoise actuelle, les hommes sont dominés, comme par une force étrangère, par les conditions économiques, qu'ils ont créées eux-mêmes, par les moyens de production qu'ils ont eux-mêmes produits. La base réelle du reflet religieux subsiste par conséquent et, avec elle, le reflet religieux lui-même. C'est toujours vrai : l'homme propose et Dieu (c'est-à-dire la domination étrangère du mode de production capitaliste) dispose. La seule compréhension théorique, même si elle va plus loin et creuse plus profondément que celle de la théorie économique bourgeoise, ne suffit pas pour soumettre les forces sociales au contrôle de la société. Il y faut, avant tout, une action sociale. Lorsque cette action sera accomplie, lorsque la société, au moyen de la conquête et de la gestion rationnelle de tous les moyens de production, se sera libérée de l'esclavage dans lequel elle est actuellement maintenue par ces moyens de production qu'elle a produits elle-même, mais qui la dominent actuellement, lorsque l'homme non seulement

proposera, mais disposera également, alors seulement disparaîtra la dernière force étrangère qui se reflète maintenant encore dans la religion et, avec elle, disparaîtra également le reflet religieux lui-même, pour cette simple raison qu'il n'y aura alors plus rien à refléter. (1)

Marx et Engels nous enseignent, par conséquent, que tant que les hommes dépendent de ce jeu aveugle des forces régissant le marché capitaliste, qui domine comme un destin tout-puissant les individus impuissants, ils personnifient ce destin dans leur divinité et s'efforcent de l'attendrir par leurs prières. C'est pourquoi, aussi longtemps qu'existera la société capitaliste, on ne pourra détruire les grandes religions historiques. On ne pourra pas les détruire grâce au simple progrès des connaissances, mais seulement grâce à la transformation des conditions d'existence sociale des hommes. Ce n'est que dans une société socialiste que les hommes ne seront plus dominés par les lois aveugles du marché, mais détermineront eux-mêmes, consciemment, leur existence sociale. Ce n'est que dans une société socialiste qu'ils n'éprouveront plus, par conséquent, le besoin de

(1) Engels : *L'anti-Dühring*. P. 342 à 344.

personnifier leur destin sous la forme d'un Dieu et de l'attendrir par des prières. Ce n'est que dans une société socialiste, par conséquent, que les grandes religions historiques seront vaincues.

Comment seront-elles vaincues ? La société socialiste s'efforcera-t-elle de détruire la religion en interdisant l'enseignement religieux et la célébration des cultes ? Marx et Engels ont toujours nettement repoussé de telles conceptions. Lorsqu'en 1874 les réfugiés blanquistes de la Commune firent entrer dans leur programme, à l'exemple de la grande Révolution française, des décrets antireligieux, Frédéric Engels leur répondit : « Les persécutions constituent le meilleur moyen de favoriser des convictions indésirables. Le seul service que l'on puisse encore aujourd'hui rendre à Dieu est de proclamer l'athéisme article de foi obligatoire. » Et lorsque Eugène Dühring incorpora dans son utopie de l'avenir des mesures antireligieuses, Engels railla : « Il excite ses gendarmes de l'avenir contre la religion et contribue ainsi à en faire une martyre et à prolonger son existence. » Marx et Engels concevaient tout autrement la disparition des grandes religions historiques. Ils déclaraient : « Le besoin de conceptions et de cérémonies religieuses chez les hommes découle de leurs conditions d'existence

économiques et sociales. Les hommes qui grandiront dans une société socialiste déjà développée n'éprouveront plus ce besoin. La société socialiste ne « ravira » sa religion à personne, n'interdira à personne de vivre en toute liberté conformément à sa religion. Mais les hommes d'une société socialiste, libérés de la misère et de l'insécurité de l'existence, vivront dans des conditions telles que le besoin de conceptions religieuses disparaîtra peu à peu. C'est ainsi que la religion mourra *de sa mort naturelle.* » (1).

C'est dans ce sens que Marx considère que l'une des principales tâches du socialisme est de « débarrasser les consciences du fantôme religieux ».

Marx ne pensait pas, comme les idéologues bourgeois, que l'on puisse libérer les hommes du « fantôme religieux » dans la société capitaliste même, par le seul moyen de la propagande antireligieuse. L'une des idées fondamentales du socialisme marxiste est, au contraire, que l'on ne peut transformer l'idéologie religieuse des masses qu'au fur et à mesure de la transformation de la base économique de cette idéologie ; que les hommes ne pourront se libérer du « fantôme religieux »

(1) Engels : *Anti-Dühring.*

que quand ils seront libérés de l'état de dépendance complète dans lequel ils se trouvent actuellement à l'égard des forces élémentaires du régime social capitaliste, c'est-à-dire quand ils seront en état de régler consciemment le processus de leur vie sociale.

Marx ne croyait pas, comme le faisaient les Jacobins et les blanquistes, que le socialisme pût et dût supprimer le « fantôme religieux » en interdisant l'enseignement religieux, la propagande religieuse, la célébration des cultes, etc. Il nous a enseigné, au contraire, que le « fantôme religieux » ne peut disparaître et ne disparaîtra que quand les hommes vivront dans des conditions économiques et sociales telles que leur besoin de conceptions religieuses disparaîtra peu à peu.

Tel est le point de vue de Marx et Engels. Ce point de vue est-il juste ? Seule, la société socialiste assurera à chacun le libre développement de sa personnalité. Par conséquent, elle ne nivellera pas, mais différenciera, au contraire, les hommes. Dans une telle société socialiste, les conceptions cosmiques individuelles des hommes ne seront-elles pas aussi différentes que leurs dispositions naturelles et que leurs besoins intellectuels ? Certes, dans la société socialiste, il y aura des hommes qui ne rechercheront pas d'autre concep-

tion du monde que celle que nous fournit la science, ni d'autre immortalité que celle que sa collaboration individuelle au patrimoine collectif de l'humanité, à l'héritage des générations futures, procurera à chacun de nous. Mais n'y aura-t-il pas non plus, dans une société socialiste, des hommes qui, devant le cercueil de leur mère, sur la tombe de leur enfant mort, d'un génie enlevé prématurément par un accident stupide, seront saisis du sentiment profond de la puissance aveugle de la causalité dans la nature, et qui seront amenés par là à croire en l'existence d'une intelligence échappant à notre expérience, à un sens de la vie échappant à notre science ? Cette croyance ne s'efforcera-t-elle pas de s'exprimer en une interprétation philosophique du monde, en des fantaisies métaphysiques et en une soumission symbolique à l'Inconnaissable ? Lorsque les citoyens de la société de l'avenir auront enlevé aux religions tout ce qui n'est en elles que le simple reflet des conditions d'existence des masses dans la société de classe, n'auront-ils pas ainsi montré ce qui dans la religion n'est pas temporaire, n'est pas socialement déterminé, mais bien une aspiration de l'âme humaine indépendante de toute condition d'existence sociale ? Quand les religions que nous enseignent les curés, les pasteurs, les rabbins, auront disparu, la conscience

ne sera-t-elle pas libre pour la religion dans le sens des philosophes ? C'est le marxiste Max Adler qui pose ces questions et y répond par une affirmation catégorique (1).

Certes, les conceptions philosophiques individuelles des hommes de la société future seront différentes. Le socialisme scientifique ne peut pas et ne veut pas prédire quelles seront les conceptions philosophiques des hommes des siècles futurs.

Marx et Engels nous enseignent seulement ceci, que les représentations religieuses qui subsistent aujourd'hui dans l'esprit des masses populaires ne sont que le reflet de leurs conditions d'existence économiques et sociales. Le socialisme, qui transformera les conditions d'existence économiques des masses populaires, transformera par le fait même leurs conceptions philosophiques. La société socialiste libérera les hommes de leur angoisse quotidienne pour le travail et le pain. Elle fera d'eux les maîtres du processus de leur vie sociale. Elle rendra la science, qui constitue aujourd'hui le monopole d'une petite minorité, accessible

(1) Max Adler : *L'Elément sociologique dans la critique de la connaissance chez Kant.* Vienne 1924.

aux masses populaires. Quelles que soient les conceptions philosophiques des hommes de la société future, en tout cas, ces conceptions seront libérées de ces idéologies populaires religieuses, dont la racine est l'angoisse quotidienne pour le pain et le travail, et qui ne sont, au fond, que la projection dans le ciel des puissances sociales qui dominent les hommes et dont les dogmes concernant la marche du monde sont en contradiction avec les résultats de la science, et dont la morale est une morale d'opprimés, d'exploités, d'humiliés.

Cet enseignement du socialisme scientifique a été incorporé dans notre programme. Le chapitre du programme de Linz, qui traite de notre attitude à l'égard de la religion et de l'Eglise, commence par les phrases suivantes :

« Le capitalisme maintient de larges masses du peuple dans un état de misère, d'ignorance et d'oppression. Cet état de choses détermine également les conceptions religieuses de ces masses populaires.

» Ce n'est que dans un ordre social qui libérera le peuple de la misère et de l'ignorance, qui rendra les conquêtes de la science accessibles à chacun et fera de chacun un membre, jouissant des mêmes droits que tous les autres, de la collectivité libérée de toute domination de classe, que chacun sera en

état d'accorder en toute liberté ses conceptions avec les données de la science et la dignité morale d'un peuple libre.

» Lutter pour l'instauration d'un tel ordre social, c'est la tâche que poursuit la social-démocratie. »

De même que la domination de l'Eglise sur le peuple et sur l'Etat ne peut plus être brisée que par la victoire du prolétariat sur la bourgeoisie, de même la capacité des masses populaires d'examiner en toute liberté et de surmonter les conceptions religieuses qu'elles ont reçues en héritage des siècles passés ne pourra être obtenue qu'au moyen de la destruction du régime capitaliste et de l'édification de la société socialiste.

Le Parti et la religion

Dans la tempête de la Révolution de 1918, la classe ouvrière, dirigée par la social-démocratie, a imposé la République démocratique à la bourgeoisie. Mais celle-ci a réussi à s'emparer de la domination dans cette République démocratique. Quoiqu'elle ne constitue qu'une minorité de la population, la bourgeoisie domine la République, dans laquelle la majorité du peuple élit la majorité

de la représentation populaire et nomme ainsi le gouvernement.

Comment la bourgeoisie peut-elle dominer la République démocratique ? Elle ne peut la dominer que parce qu'à chaque élection des centaines de milliers d'ouvriers et de ménagères prolétariennes, d'employés, de petits fonctionnaires, d'artisans salariés et de petits paysans donnent leurs voix aux partis bourgeois, aux partis par l'intermédiaire desquels la bourgeoisie exerce sa domination.

Par quels moyens la bourgeoisie maintient-elle sous son influence ces centaines de milliers d'électeurs prolétariens ? Le moyen le plus important est l'appel aux traditions et aux sentiments religieux de ces masses d'électeurs.

La lutte entre la social-démocratie et les partis bourgeois est la lutte de classe entre le prolétariat et la bourgeoisie. Mais la bourgeoisie est obligée de masquer le caractère de cette lutte pour maintenir sous sa domination des centaines de milliers de prolétaires et s'appuyer sur eux dans sa lutte contre le prolétariat conscient. Elle est obligée de revêtir la lutte de classe d'un voile religieux pour pouvoir maintenir sous son joug les couches religieuses du prolétariat. C'est pourquoi la bourgeoisie doit représenter la lutte entre elle et le prolétariat comme une lutte entre les chrétiens et les athées.

Les partis bourgeois défendent l'ordre social capitaliste. Mais ils maintiennent sous leur influence des centaines de milliers de prolétaires en leur disant : nous défendons les principes du christianisme.

Les partis bourgeois défendent la domination de la bourgeoisie ; mais ils ne peuvent maintenir cette domination qu'en la camouflant comme le règne de la religion.

Les partis bourgeois défendent les profits des capitalistes et la rente des propriétaires fonciers. Mais ils camouflent la lutte pour les profits comme étant la lutte pour le salut éternel.

Les partis bourgeois exploitent la foi de centaines de milliers de prolétaires dans leur Maître qui est au Ciel, pour maintenir ces prolétaires sous le joug de leurs maîtres terrestres.

C'est là le véritable caractère du cléricalisme moderne. Comme dit Marx, il transforme « les questions terrestres en questions théologiques », la lutte de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat en une lutte entre chrétiens et athées. Il fait de la religion une affaire de parti pour pouvoir maintenir les prolétaires ayant des convictions religieuses sous le joug des partis bourgeois.

Le cléricalisme fait de la religion l'affaire des partis de la bourgeoisie, pour pouvoir appuyer sur

la religion des masses populaires la domination de la bourgeoisie.

« L'hypothèque que le paysan possède sur les biens célestes garantit celle que le bourgeois possède sur les biens du paysan », dit Marx. (1)

La classe ouvrière, groupée au sein de la social-démocratie, marche à l'assaut de la domination de la bourgeoisie.

A l'époque de la formation de la social-démocratie se groupèrent en son sein les couches du prolétariat industriel dont l'existence sociale avait subi la plus profonde transformation, dont la pensée avait été révolutionnée le plus complètement et qui s'étaient détachées de leurs traditions religieuses comme de toutes leurs autres traditions. A cette époque, la social-démocratie et la libre-pensée étaient d'accord.

Mais, si le développement du capitalisme a complètement détourné de la religion une partie de la classe ouvrière, cependant l'état de misère, d'insécurité constante de l'existence, d'ignorance dans lequel vit le prolétariat dans le régime capitaliste, maintient de larges couches prolétariennes sous l'influence de la religion traditionnelle.

---

(1) *Les Luttes de classe en France.*

La social-démocratie ne peut renverser la domination de la bourgeoisie dans la république démocratique qu'en groupant sous son drapeau la majorité du peuple. Mais elle ne peut pas devenir la majorité du peuple tant qu'elle ne groupe dans ses rangs que les couches de la classe ouvrière débarrassées de leurs traditions religieuses. Elle ne peut conquérir la majorité que si elle réussit à grouper sous sa bannière *toute* la classe ouvrière et, sous la direction de celle-ci, les couches de la petite bourgeoisie, des petits paysans et des intellectuels proches du prolétariat. C'est pourquoi elle doit s'efforcer d'arracher les prolétaires ayant encore des sentiments religieux à l'influence des partis bourgeois et les gagner à elle.

Dans ce but, la social-démocratie doit déchirer le camouflage religieux derrière lequel la bourgeoisie s'efforce de cacher la lutte de classe. C'est ainsi que la social-démocratie déclare aux ouvriers croyants qui suivent encore les partis bourgeois :

Les partis bourgeois ne défendent pas les principes du christianisme, ils défendent l'ordre social capitaliste !

Les partis bourgeois ne défendent pas la religion, ils défendent la domination de la bourgeoisie!

Les partis bourgeois ne défendent pas votre

salut, ils défendent les profits des capitalistes et la rente des propriétaires fonciers !

La lutte de notre époque n'est pas une guerre religieuse entre chrétiens et athées, c'est une lutte de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat.

Ce n'est pas contre le Seigneur qui est aux cieux que nous luttons, mais contre les seigneurs de la terre !

Que tous les prolétaires exploités, les artisans soumis au capital et les petits paysans pauvres, qu'ils croient ou non au Seigneur qui est aux cieux, se joignent à nous dans notre lutte contre les seigneurs terrestres.

Si la bourgeoisie est obligée de camoufler la lutte de classe, la social-démocratie est obligée de la montrer telle qu'elle est pour attirer dans les rangs du prolétariat en lutte les prolétaires que le camouflage religieux de la lutte maintient sous l'influence de la bourgeoisie. Si la bourgeoisie est obligée de transformer « les questions terrestres en questions théologiques », la social-démocratie doit, au contraire, retransformer les questions théologiques en questions terrestres. Si la bourgeoisie est obligée de faire de la religion une affaire de parti pour maintenir sous son influence de larges couches du prolétariat, la social-démocratie doit traiter la religion comme une affaire

privée, pour grouper tout le prolétariat en un seul front de lutte.

Si, à ses débuts, la social-démocratie fut composée exclusivement des couches du prolétariat industriel les plus avancées, les plus révolutionnaires, les plus complètement émancipées de toutes les traditions du passé, nous devons maintenant gagner les ouvrières, les ouvriers agricoles et forestiers, les journaliers, les petits paysans. Mais avec ces nouvelles couches, pénètrent dans notre parti un nombre de plus en plus considérable de prolétaires qui tiennent à leurs traditions religieuses. Nous devons gagner ces prolétaires croyants, car ce n'est que si tout le prolétariat est uni qu'il pourra conquérir le pouvoir dans la république démocratique. Nous ne pourrons gagner ces prolétaires croyants que si nous accueillons chacun comme un camarade de combat avec égalité de droits et de titre, du moment qu'il est disposé à mener avec nous la lutte pour nos buts terrestres, c'est-à-dire le renversement du régime capitaliste et l'instauration de la société socialiste, quelles que soient ses opinions sur le ciel.

Notre programme de Linz constate que le but de notre lutte est l'instauration du régime socialiste, qui permettra à chacun de « mettre en toute liberté ses conceptions philosophiques en accord

avec les données de la science et la dignité morale d'un peuple libre ». Mais, pour atteindre ce but, nous devons, comme le dit notre programme, « grouper et organiser la classe ouvrière tout entière, les ouvriers de l'industrie, du commerce et des transports avec les ouvriers agricoles et forestiers, les ouvriers manuels avec les employés et les fonctionnaires », et de plus « gagner les couches de petits paysans, de petits bourgeois et d'intellectuels, qui sont proches du prolétariat » afin de pouvoir devenir ainsi la majorité du peuple et conquérir le pouvoir dans l'Etat, afin de pouvoir ensuite utiliser ce pouvoir en vue de détruire le régime capitaliste et édifier la société socialiste. Notre programme continue ainsi :

« Dans ce but, la social-démocratie doit grouper tous ceux qui sont exploités par le capital et la grande propriété foncière, quelles que soient leurs conceptions religieuses et quelle que soit la façon dont leurs conceptions ont été déterminées par l'état de misère et d'ignorance dans lequel les maintient le capitalisme.

« La social-démocratie groupe par conséquent *tous* ceux qui veulent participer à la lutte de classe du prolétariat et des classes populaires groupées autour de ce dernier, *sans distinction de convictions religieuses.*

« Contrairement au cléricalisme, qui fait de la religion une *affaire de parti,* pour diviser la classe ouvrière et maintenir de larges couches prolétariennes sous l'influence de la bourgeoisie, la social-démocratie considère la religion comme une *affaire privée.* »

Les cléricaux disent : ne croyez pas les social-démocrates, ce sont des athées ! Ils veulent vous ravir votre religion ; ce n'est que pour capter des voix qu'ils font semblant de traiter la religion comme une affaire privée.

Et, de même, un certain nombre de libres-penseurs dans nos propres rangs déclarent : ce n'est qu'une manœuvre de tactique ! En réalité, seul, l'athée est un vrai social-démocrate.

Les uns et les autres, les cléricaux et les libres-penseurs, ont tort. Que dit notre programme ? L'adhésion à notre parti est indépendante de toute conception religieuse. Quiconque se rallie aux buts inscrits dans notre programme est le bienvenu dans notre parti. Ce qu'il pense concernant les questions religieuses, c'est son affaire à lui. Cette conception est-elle une « manœuvre tactique » ? Non, elle est une conséquence nécessaire de deux conceptions fondamentales de la social-démocratie.

La première, c'est la « conception matérialiste de l'histoire », élaborée par Marx et Engels. Elle

nous enseigne que les idées religieuses des hommes sont le reflet de leurs conditions d'existence sociale, que l'on ne peut pas, par conséquent, les détruire dans les masses du prolétariat par la seule propagande, mais seulement grâce à la transformation de leurs conditions d'existence sociale. Elle nous enseigne donc que de profondes masses prolétariennes resteront nécessairement sous l'influence de la religion traditionnelle tant que subsistera le capitalisme.

La seconde des deux conceptions fondamentales, sur laquelle s'appuie cette partie de notre programme, est la conviction que nous ne pourrons atteindre notre but que lorsque nous aurons gagné la majorité du peuple, que nous ne pourrons vaincre, par conséquent, que lorsque nous aurons groupé non seulement les couches intellectuellement les plus développées de la classe ouvrière, mais *toutes* ses couches en une lutte commune.

C'est sur ces deux conceptions fondamentales du socialisme que s'appuie notre programme. Si nous savons que de larges couches du prolétariat resteront sous l'influence de la religion traditionnelle tant que subsistera le capitalisme, et que nous ne pourrons vaincre le capitalisme que lorsque nous aurons réussi à grouper dans nos rangs *toutes* les couches du prolétariat, il en résulte

nécessairement que nous devons grouper les ouvriers qui conservent leurs traditions religieuses, avec ceux qui se sont émancipés de toute religion, dans une lutte commune pour renverser la bourgeoisie et briser la domination du capital.

Le principe qui consiste à traiter la religion comme une affaire privée est donc une conséquence nécessaire du fait que nous ne sommes pas seulement une simple société de propagande pour la diffusion de certaines conceptions sur les questions religieuses, mais un parti de classe, un parti de lutte de classe, qui ne peut vaincre que s'il groupe pour la lutte commune l'ensemble de la classe.

C'est pourquoi les portes de notre parti doivent être ouvertes à tous ceux qui sont disposés à lutter avec nous contre la domination du capital, qu'ils soient croyants ou libres-penseurs. C'est pourquoi nous devons accepter dans nos rangs, comme des camarades jouissant des mêmes droits que les autres, tous ceux qui veulent mener avec nous la lutte émancipatrice, quelles que soit leur opinion sur Dieu, sur l'immortalité de l'âme et sur la Bible.

La classe ouvrière vaincra d'autant plus rapidement et plus complètement que nous aurons adapté plus complètement toute la pratique de notre vie

politique à ce principe de notre programme de Linz.

La social-démocratie et les prolétaires croyants

Le principe de notre programme, qui consiste à traiter la religion comme une affaire privée, est, avant tout, un appel aux couches du prolétariat qui sont encore en dehors de la lutte de la classe ouvrière, un appel aux ouvrières, aux ouvriers agricoles et forestiers, aux petits paysans qui sont devenus les soutiens de la domination de classe de la bourgeoisie, parce que leurs sentiments religieux les maintiennent sous l'influence des partis bourgeois.

Nous disons à ces masses prolétariennes : nous luttons pour l'amélioration de vos conditions d'existence, pour votre droit social, pour l'amélioration de l'instruction scolaire de vos enfants. Mais vous soutenez la domination de ceux qui vous oppriment. Détachez-vous d'eux ! Venez à nous ! Luttez avec nous ! Vos croyances ne doivent pas nous séparer. Du moment que nous sommes unis dans une lutte commune pour nos buts éco-

nomiques, sociaux, politiques, culturels, qu'importe ce que chacun pense sur la religion.

Les prolétaires croyants nous disent : n'êtes-vous pas des libres-penseurs, des athées ? Comment pourrions-nous nous allier à vous qui méprisez ce qui est pour nous sacré ?

A cela, nous répondons : certes, il y a de nombreux libres-penseurs dans nos rangs. Mais il y a aussi chez nous un grand nombre de croyants catholiques, protestants, juifs. Nous voulons grouper tous ceux qui sont disposés à lutter avec nous pour la défense des intérêts quotidiens du prolétariat et pour l'édification d'une société socialiste. Les libres-penseurs sont nombreux au sein de la social-démocratie, mais tous les social-démocrates ne doivent pas pour cela être ou devenir libres-penseurs.

C'est alors qu'intervient dans la discussion un prêtre. Il déclare : la première phrase de votre programme dit que vous menez votre lutte « appuyés sur les enseignements du socialisme scientifique. » Or, le socialisme scientifique, c'est le marxisme. Le marxisme, c'est le matérialisme. Le matérialisme, c'est l'athéisme. Voila pourquoi les croyants ne peuvent adhérer à un parti qui reconnaît officiellement le matérialisme athéiste.

A cela, nous répondons : vous confondez deux choses complètement différentes : la conception matérialiste de l'histoire et le matérialisme scientifique.

La conception matérialiste de l'histoire nous enseigne que le développement des forces productives et du mode de production détermine en général le processus de la vie sociale, politique et intellectuelle. Avec les méthodes de travail, les moyens de travail, la division du travail, la répartition du produit du travail, se transforment également la composition de la société, le droit et l'Etat. Avec les conditions de vie économiques et sociales des hommes se transforment également leurs modes de penser, leurs mœurs, leurs valeurs morales, la science, l'art, la religion.

Le matérialisme scientifique nous enseigne qu'il existe de toute éternité une matière composée de petites parcelles d'égale nature (atomes ou électrons). Tout ce qui se passe dans le monde n'est, d'après lui, que le mouvement de ces petites parcelles de matière.

La conception matérialiste de l'histoire est une théorie de la société humaine. Elle nous impose la tâche d'étudier comment toutes les transformations de la vie sociale, politique, intellectuelle de l'humanité dépendent de l'évolution des forces produc-

tives du travail humain et des rapports existant entre les divers producteurs.

Le matérialisme scientifique est une théorie du cosmos. Elle met ses adhérents devant la tâche de ramener tout ce qui se passe dans le monde à des mouvements d'atomes ou d'électrons.

Le socialisme scientifique n'est pas une philosophie qui s'efforce d'expliquer l'essence du monde, mais une science de l'évolution de la société humaine. La base de cette science est la conception matérialiste de l'histoire.

Le matérialisme scientifique, par contre, est vraiment une doctrine de l'essence du monde. Cette doctrine est, en effet, en contradiction avec tout enseignement religieux. C'est une doctrine athéiste.

Or, quelle est l'attitude du socialisme scientifique, qui s'appuie sur la conception matérialiste de l'histoire, à l'égard du matérialisme athéiste des sciences naturelles.

Des savants, qui partagent le même point de vue sur des questions de médecine, de biologie, de chimie ou de physique, peuvent avoir des points de vue très différents sur les questions philosophiques, sur celles de l'origine et de l'essence du monde, sur la marche de l'histoire. De même, des théoriciens qui ont le même point de

vue sur le développement de la société humaine peuvent avoir des points de vue très différents sur l'origine, l'essence, la signification du monde.

Il existe, certes, des théoriciens marxistes qui sont en même temps des adhérents du matérialisme athéiste des sciences naturelles. Ce fut le cas, par exemple, du menchévik Plekhanov, comme du bolchévik Lénine.

Mais il existe également des théoriciens marxistes qui, quoique étant des partisans résolus de la conception matérialiste de l'histoire, sont des adversaires tout aussi résolus du matérialisme scientifique. Nous en donnerons ici deux exemples.

Le marxiste autrichien Frédéric Adler est naturellement — c'est ce qui fait d'ailleurs de lui un marxiste — partisan de la conception matérialiste de l'histoire, mais il est adversaire du matérialisme scientifique, du matérialisme « mécanistique ». C'est un disciple du grand naturaliste Mach, dont l'œuvre tout entière a pour but de vaincre le matérialisme « mécanistique ». Si le matérialisme a cru pouvoir ramener tous les phénomènes de la nature à des mouvements d'atomes ou d'électrons immuables, Mach enseigne que la science est incapable de rechercher une « essence» de la nature cachée derrière les phénomènes que nous observons, mais qu'elle peut seulement chercher à

décrire ces phénomènes d'une façon cohérente et « économique ». Les mouvements des atomes et des électrons ne sont plus pour nous l'essence du monde, mais seulement des instruments de notre pensée qui nous permettent de nous représenter d'une façon « économique » le rapport de dépendance réciproque des modifications que nous observons dans les corps. Ayant, de cette manière, restreint la tâche de la science, Mach adopta également une autre attitude à l'égard de la religion. Frédéric Adler cite, en l'approuvant, ce que Mach dit à ce sujet : « La science de la nature n'a pas la prétention d'apporter une conception du monde toute faite, mais seulement de travailler à une conception du monde futur. La plus haute philosophie du naturaliste consiste précisément à se contenter d'une conception du monde incomplète et à la préférer à une conception du monde en apparence complète, mais insuffisante. Les conceptions religieuses restent une affaire purement privée de chaque individu, tant qu'il ne veut pas les imposer ni les étendre à ce qui relève d'un tout autre domaine. » (1)

Un autre marxiste autrichien, Max Adler, natu-

(1) F. Adler : *La Victoire de Mach sur le matérialisme mécanistique.*

rellement aussi partisan de la conception matérialiste de l'histoire, se rallie, en philosophie, à l'idéalisme criticiste de Kant. Il considère comme un besoin irrépressible de l'âme humaine la croyance que le monde, que l'expérience nous fait connaître et qu'explique la science, n'est que le mode d'apparition, imposé par l'étroitesse de notre perception et de notre pensée, d'un autre monde, où toutes les contradictions entre les lois aveugles de la nature et les valeurs humaines trouvent leur solution. (1) Max Adler se rallie, par conséquent, à une conception religieuse du monde. Et il s'applique à prouver que sa conception religieuse du monde est tout aussi conciliable avec le socialisme scientifique que les conceptions cosmiques areligieuses. « Le marxisme, dit-il, est la théorie des lois qui régissent l'histoire et, par application, une théorie sur la nature des catégories économiques et de l'évolution économique de la société. En tant que tel il est une science, le début d'une nouvelle théorie exacte de la société, ce qui constitue d'ailleurs sa gloire. Mais cette théorie, les problèmes qu'elle pose et la façon dont elle s'efforce de les

(1) Max Adler : *L'élément sociologique dans la critique de la connaissance chez Kant.*

résoudre n'ont rien à voir avec une conception générale du monde... Elles peuvent être liées tout aussi bien avec l'une qu'avec l'autre conception philosophique, avec une conception matérialiste comme avec une conception spiritualiste, avec le panthéisme comme avec l'athéisme... De même, par exemple, la loi de la gravitation reste la même pour le déiste que pour l'athée ; de même aussi les lois biologiques ne sont pour le penseur déiste, qui prend la science au sérieux, qu'un prétexte de plus d'admirer la sagesse de son Créateur, mais pour le reste, sont pour lui les mêmes que pour l'athée. » (1) Le sens profond de ce principe, consistant à traiter la religion comme une affaire privée, est précisément que le marxisme peut se concilier avec les conceptions philosophiques les plus différentes.

Nous n'avons naturellement pas à examiner ici quelle est la conception philosophique la plus juste, celle des matérialistes (Plekhanov, Lénine), celle des positivistes (Frédéric Adler), ou celle des kantiens (Max Adler). Mais nous avons voulu montrer, à l'aide de ces exemples, que, parmi les théoriciens du socialisme scientifique, nous trou-

(1) Max Adler : *Problèmes marxistes*.

vons des partisans des conceptions philosophiques les plus différentes ; du matérialisme antireligieux, comme du positivisme indifférent à la religion ou de l'idéalisme criticiste religieux. L'affirmation, selon laquelle l'adhésion au socialisme scientifique implique ou suppose l'adhésion au matérialisme scientifique, antireligieux, athée, est, par conséquent, complètement fausse.

Mais le prêtre nous répond : ce n'est là qu'un jeu de mots trompeur. Nous ne nous soucions pas de savoir quelle est votre attitude à l'égard de ces châteaux de cartes que les philosophes appellent religions, mais de savoir quelle est votre attitude à l'égard de notre religion positive, à l'égard des croyances chrétiennes, catholiques, de notre peuple. Possible que vous n'imposiez pas à vos adhérents l'adhésion au matérialisme scientifique, mais vous-mêmes vous ne pouvez cependant pas contester que la conception matérialiste de l'histoire soit la base de vos conceptions. Mais cette conception matérialiste de l'histoire n'enseigne-t-elle pas que la religion positive de notre peuple chrétien n'est que le reflet de ses conditions d'existence économique et sociale ? Ce qui est pour nous révélation divine n'est pour vous que le reflet de l'ignorance, de l'abaissement, de la pauvreté de notre peuple !

Et les ouvriers croyants reprennent le mot du prêtre : vous nous dites que nous pourrons conserver nos croyances dans vos rangs. Mais cependant vous considérez nos croyances comme la conséquence de notre misère, de notre état arriéré. Comment pouvons-nous nous allier à vous, alors que vous considérez avec tant de mépris ce qui est le plus sacré pour nous ?

A cela, nous répondons : certes, nous sommes convaincus que l'homme rassasié pense et sent autrement que l'homme affamé ; celui dont la situation économique est assurée, autrement que celui qui tremble tous les jours pour son travail ; l'homme instruit, autrement que celui à qui la société d'aujourd'hui n'a donné que des connaissances tout à fait élémentaires. Nous sommes convaincus que la misère économique et culturelle dans laquelle vous maintient le capitalisme influence également vos conceptions religieuses. Mais c'est précisément pour cela que nous ne les méprisons pas. Le bourgeois libéral peut railler la religion du peuple. Mais son mépris de la religion du peuple n'est plus qu'un aspect du mépris qu'il a pour le prolétariat à cause de l'ignorance dans laquelle le maintient la bourgeoisie. Mais le socialisme, qui défend les classes pauvres de la société, ne se moque pas des répercussions qu'en-

traîne la misère sur les croyances du peuple. Certes, nous sommes convaincus que vos enfants auront sur Dieu et sur le monde d'autres idées que vous, lorsque nous aurons obtenu pour eux de meilleures conditions de vie, une existence assurée, et une meilleure éducation scolaire. Mais cette conviction ne doit pas nous diviser. Commençons à lutter en commun pour de meilleures conditions de vie, pour une existence assurée, pour une meilleure éducation scolaire ! Si nous les conquérons grâce à notre lutte commune, les générations futures formeront en toute liberté leurs conceptions d'une façon correspondant à leurs besoins moraux !

Les prolétaires croyants nous disent : vous nous invitez à lutter avec vous pour l'instauration de la société socialiste. Mais vous dites vous-mêmes que dans cette société les religions de notre époque disparaîtront. Par conséquent, en luttant pour l'instauration de la société socialiste, vous voulez nous enlever notre religion, sinon à nous, du moins à nos enfants.

Nous répondons : la société socialiste ne prescrira à personne une religion déterminée et n'interdira à personne de suivre la religion qui lui plaît. Tout au contraire, elle donnera aux individus leur entière liberté de se décider eux-mêmes selon

leurs convictions les plus intimes. Vous n'avez pas connu cette liberté. C'est le curé du village qui vous a enseigné votre religion. Mais on ne vous a pas fait connaître les résultats de la science et les idées des grands penseurs. La société socialiste fera de tous des hommes cultivés et rendra les conquêtes de la science accessibles à tous. Vos petits-fils devront confronter la religion que vous leur transmettrez avec tout le patrimoine intellectuel de l'humanité qui leur sera accessible, et jugeront eux-mêmes en toute liberté. Pour vous, c'est votre misère, votre angoisse de l'avenir qui vous fait prier. Mais vos petits-fils auront le travail et le pain assurés, et c'est pourquoi ils devront se former leurs conceptions du monde en toute liberté, libérés des soucis et de l'angoisse quotidienne que vous avez connus. Nous croyons, certes, que leurs conceptions seront différentes des vôtres. Mais voudriez-vous renoncer à lutter avec nous pour que vos descendants aient sur cette terre une existence meilleure et plus digne, uniquement pour qu'ils ne pensent pas autrement que vous sur l'au-delà ?

C'est ce que notre programme de Linz dit aux ouvriers croyants. Il ne leur cache pas notre conviction scientifique que l'état de misère, d'ignorance et d'abaissement dans lequel le capitalisme maintient les masses populaires détermine égale-

ment leurs conceptions religieuses. Il ne leur cache pas non plus notre conviction marxiste que la libération économique du prolétariat aura également pour conséquence sa libération intellectuelle des liens traditionnels, parce que la libération économique permettra à chacun « d'accorder en toute liberté ses conceptions avec les données de la science et la dignité morale d'un peuple libre ». Mais précisément parce que nous savons que l'émancipation intellectuelle du prolétariat ne peut être que la conséquence de son émancipation économique, nous refusons de diviser le prolétariat dans une lutte au sujet des conceptions religieuses. C'est précisément pour cela que nous demandons aux ouvriers croyants comme aux ouvriers non croyants de commencer par s'unir pour lutter en faveur de leur émancipation économique et de laisser à l'avenir le soin de savoir comment les hommes formeront leurs conceptions du monde après avoir conquis leur émancipation économique. C'est pourquoi notre programme déclare la religion affaire individuelle et garantit ainsi aux ouvriers croyants comme aux ouvriers non croyants la stricte neutralité du parti, à l'égard des conceptions religieuses comme des conceptions non religieuses de ses membres.

La social-démocratie et la libre-pensée

Mais notre programme n'est pas seulement un appel aux prolétaires religieux que nous devons gagner maintenant. Il détermine en même temps notre attitude à l'égard des libres-penseurs prolétariens dans nos propres rangs.

La social-démocratie est le parti de classe du prolétariat. Il doit s'efforcer de grouper dans ses rangs toute la classe ouvrière : les ouvriers d'industrie comme les ouvriers agricoles, les journaliers et les petits paysans ; les employés qui ont étudié à une école secondaire ou à une école supérieure, comme les journaliers qui n'ont été qu'à l'école de leur village ; les couches ouvrières, qui ont déjà passé depuis des décades par la grande école de la lutte de classe, comme les prolétaires qui viennent seulement d'être éveillés à la conscience de classe. Ainsi, notre parti englobe les couches prolétariennes les plus différentes, couches dont le niveau culturel diffère considérablement et dont la conscience de classe a atteint des degrés de développement tout à fait différents.

Notre parti doit accepter en son sein les prolétaires tels que les a formés le capitalisme, avec toute l'ignorance et la misère intellectuelle dans

lesquelles la société capitaliste les a condamnés à vivre, avec tous les « vices des opprimés » que le capitalisme a développés en eux. Mais, dans l'organisation prolétarienne, dans la pratique de la lutte de classe prolétarienne, une partie de plus en plus considérable du prolétariat se libère de cet état d'ignorance dans lequel tout le prolétariat a primitivement vécu, et il se développe au sein du prolétariat une élite intellectuelle active luttant avec un succès croissant pour la conquête de la culture. Ce sont les ouvriers qui, dans leurs heures de loisir, s'efforcent d'acquérir des connaissances supérieures, qui cherchent leur plaisir dans les véritables jouissances artistiques et s'efforcent de développer dans la vie de leur organisation une nouvelle culture imprégnée de l'esprit du socialisme.

Cet effort des couches les plus actives et les plus avancées intellectuellement de la classe ouvrière tend, dans la lutte de classe, à conquérir une plus grande part des biens matériels du monde, des conditions d'existence supérieures. De même la partie du prolétariat la plus avancée intellectuellement, dont l'importance s'accroît constamment, conquiert une part plus grande du patrimoine intellectuel de l'humanité et de meilleures conditions de vie culturelle. Les conquêtes économiques et sociales du prolétariat se transforment

en conquêtes culturelles ; la journée de huit heures, les vacances ouvrières, l'élévation des salaires, la réforme de l'enseignement scolaire sont les conditions d'une lutte efficace de l'élite intellectuelle du prolétariat en vue d'une culture supérieure.

L'une des tâches de la social-démocratie est de soutenir vigoureusement cet effort vers une culture supérieure de l'élite intellectuelle du prolétariat. Notre programme de Linz déclare à ce sujet :

« La social-démocratie organise l'éducation ouvrière et travaille au développement de l'éducation populaire et de la vulgarisation artistique. Elle soutient tous les efforts que font les couches les plus avancées de la classe ouvrière pour s'approprier les conquêtes de la science et de l'art et combiner celles-ci aux éléments de culture se développant peu à peu sur la base des conditions d'existence de la classe ouvrière et imprégnés de l'esprit de leur lutte émancipatrice, afin d'en faire les germes de la future culture prolétarienne socialiste. »

Ainsi, le parti ouvrier a deux tâches différentes à remplir. Il mène, d'une part, la lutte de la classe ouvrière pour la prise du pouvoir, et, d'autre part, il soutient les efforts des couches les plus avancées de la classe ouvrière en vue de s'approprier une culture supérieure. Pour pouvoir

mener victorieusement cette lutte du prolétariat pour le pouvoir, il doit grouper dans son sein tout le prolétariat, non seulement ses couches les plus avancées, mais aussi ses couches arriérées. D'autre part, pour pouvoir développer les germes de la future culture prolétarienne socialiste, il doit soutenir vigoureusement les efforts vers la culture de la couche la plus avancée du prolétariat. Les cadres du parti doivent être assez vastes pour y englober les couches encore arriérées du prolétariat et leur permettre la satisfaction de leurs besoins. Mais dans les cadres généraux du parti englobant tout le prolétariat, doivent se développer des organisations spéciales servant à la lutte culturelle des couches les plus avancées du prolétariat.

L'alcoolisme est l'un de ces « vices des opprimés », que nous avons mentionnés plus haut, l'un des plus graves et des plus nuisibles. Mais le parti doit englober tout le prolétariat. Il ne peut ni tenir à l'écart les centaines de milliers de prolétaires qui ne veulent pas renoncer à l'alcool, ni les déclarer des membres du parti de qualité inférieure. Mais il doit y avoir à l'intérieur du parti une collectivité plus étroite qui lutte en faveur d'une culture libérée du poison de l'alcool. Cette collectivité plus étroite, c'est notre Association ouvrière des Abstinents.

La plupart des parents ouvriers emploient dans l'éducation de leurs enfants des méthodes qui entraînent de graves dommages moraux pour ceux-ci. Mais le parti, qui doit englober tout le prolétariat, ne peut pas exclure de ses rangs le père qui bat son enfant ni la mère qui humilie sa fille. Mais il doit y avoir, à l'intérieur du parti, une collectivité plus étroite, qui s'efforce de faire connaître aux parents ouvriers les résultats de la science psychologique moderne, les méthodes de la pédagogie moderne, de propager parmi leurs membres ces méthodes d'éducation et d'amener les ouvriers à les appliquer dans l'éducation de leurs enfants. Cette collectivité étroite, c'est notre organisation des Amis de l'Enfance.

Tant que subsistera la société capitaliste, des dizaines de milliers d'ouvriers dans les villes et des centaines de milliers à la campagne conserveront leur religion traditionnelle. Le parti, qui ne peut vaincre que s'il groupe tout le prolétariat, doit s'efforcer de gagner également ces prolétaires. C'est pourquoi, à l'intérieur du parti, l'ouvrier croyant doit pouvoir se sentir tout aussi à l'aise que l'ouvrier non croyant. C'est pourquoi le parti ne peut exclure personne à cause de ses croyances ou le traiter sur un pied d'infériorité. Mais il doit y avoir à l'intérieur du parti une collectivité plus

étroite, groupant les camarades qui se sont détachés de la religion et qui s'efforcent de satisfaire les besoins intellectuels de leurs camarades, de substituer aux conceptions religieuses qu'ils n'ont plus des conceptions modernes fondées sur les données de la science. Cette collectivité plus étroite, c'est notre organisation de libres-penseurs.

L'organisation des libres-penseurs a, par conséquent, une fonction importante à remplir au sein de la social-démocratie. De même que notre organisation d'éducation ouvrière, que notre Section artistique, que nos Amis de l'Enfance, que notre Association des Abstinents, et que nos Amis de la Nature, l'organisation des libres-penseurs a également pour tâche de satisfaire les besoins intellectuels des couches les plus avancées de la classe ouvrière, de servir la lutte que poursuivent ces couches de la classe ouvrière vers une culture supérieure, correspondant à leur façon de penser, et de favoriser dans ces couches avancées du prolétariat le développement des germes de la culture socialiste de demain.

Mais quelque indispensables que soient les organisations qui servent à la vie culturelle des couches ouvrières les plus avancées, les cadres du parti doivent être cependant beaucoup plus larges que les cadres de ces organisations. Les couches

prolétariennes aux besoins culturels desquelles elles servent ne constituent qu'une partie du prolétariat industriel, et le prolétariat industriel n'est, à son tour, qu'une partie de toute la classe ouvrière. Si le parti doit favoriser les efforts vers la culture des couches les plus avancées du prolétariat, il doit, d'autre part, grouper l'ensemble du prolétariat pour la lutte vers la prise du pouvoir.

La social-démocratie est le parti du prolétariat. Les libres-penseurs constituent la communauté philosophique d'une couche avancée du prolétariat.

C'est la volonté de transformer l'Etat et la société, conformément aux intérêts et à l'idéal d'une classe déterminée, qui groupe les hommes en parti. Mais les hommes se groupent en communautés philosophiques par suite de l'accord de leurs conceptions sur Dieu, sur l'univers, sur l'âme. Les communautés philosophiques se distinguent les unes des autres en ce qu'elles interprètent différemment le monde, les partis en ce qu'ils se proposent de transformer la société d'une manière différente. Les organisations de libres-penseurs ne peuvent grouper que les ouvriers qui ont acquis des conceptions philosophiques fondées sur la science et libérées de toute idée religieuse. Mais le parti doit grouper, sans distinction d'opinions, tous ceux qui participent à la lutte de classe du

prolétariat, veulent conquérir pour le prolétariat les pouvoirs publics, et mettre les moyens de production concentrés, enlevés aux capitalistes et aux grands propriétaires fonciers, sous le régime de la propriété collective de l'ensemble du peuple.

Le parti doit comprendre que la communauté philosophique des libres-penseurs satisfait le besoin de culture des couches ouvrières les plus avancées. Les libres-penseurs doivent comprendre que le parti doit devenir l'organisation de toute la classe ouvrière, de ses couches croyantes comme de ses couches non croyantes, afin de pouvoir triompher dans la lutte de classe et de permettre ainsi le libre développement de la culture socialiste. La social-démocratie et la libre-pensée ne sont pas, par conséquent, identiques, et ne peuvent pas être identiques. Cependant, il n'y a pas antagonisme entre elles, mais, au contraire, rapport entre une communauté plus large et une communauté plus étroite, c'est-à-dire rapport du tout à l'une de ses parties.

Certes, il sera très difficile à un grand nombre de libres-penseurs de se rallier à cette conception des rapports entre la social-démocratie et la libre-pensée. Ils pensent ainsi : de même que la libre-pensée combat la religion, le parti doit la combattre également. Il doit non pas considérer les concep-

tions religieuses des prolétaires comme leur affaire privée, mais entreprendre la lutte contre elles.

Ce point de vue, très répandu parmi les libres-penseurs prolétariens, s'appuie sur deux erreurs : l'une est un héritage de la vieille philosophie de la bourgeoisie libérale ; l'autre est celle que, ces derniers temps, le bolchévisme a fait pénétrer dans les rangs des libres-penseurs.

Lorsque le libéralisme bourgeois luttait contre la réaction féodo-cléricale, il vit que leurs croyances catholiques maintenaient de larges masses populaires sous la dépendance du parti féodo-clérical. C'est pourquoi le libéralisme pensait : nous devons libérer le peuple de ses préjugés religieux, au moyen de notre travail d'éducation, pour lui permettre de s'émanciper politiquement du joug de la réaction féodo-cléricale, et économiquement de la domination de la grande propriété foncière. C'était l'illusion du libéralisme, consistant à croire que l'émancipation à l'égard des croyances religieuses était la condition de l'émancipation politique et économique.

La bourgeoisie libérale ne pouvait pas et ne voulait pas libérer le peuple de sa misère économique. Mais elle s'imaginait pouvoir cependant le libérer de sa misère religieuse, que son adversaire

historique, la grande propriété foncière féodale, exploitait pour appuyer sa domination.

Marx a critiqué cette illusion libérale. Il a montré que la misère religieuse n'est que le reflet de la misère économique et ne peut disparaître qu'avec elle. C'est la libération économique qui crée les conditions de la libération intellectuelle, et non pas réciproquement.

Cependant, un grand nombre de libres-penseurs conservent encore aujourd'hui cette vieille illusion libérale. Ils voient que leurs sentiments religieux maintiennent encore de larges couches populaires sous la dépendance du parti bourgeois clérical. C'est pourquoi ils pensent : nous devons libérer ces masses dè leurs préjugés religieux, pour les détacher du parti clérical, grâce auquel la bourgeoisie exerce sa domination, pour les mener à nous et obtenir ainsi les forces nécessaires pour renverser la bourgeoisie. C'est, sous une forme nouvelle, la vieille illusion du libéralisme qui consiste à croire que la libération à l'égard de la religion est la condition de la libération politique et économique.

En effet, il existe dans les villes et les centres industriels de larges couches prolétariennes qui ne sont pas encore complètement libérées des traditions religieuses qu'ils ont emportées avec eux de

leur village natal, mais qui s'en détachent peu à peu sous l'influence de la vie citadine. Ce sont ces couches oscillantes qui peuvent être touchées par la propagande des libres-penseurs. Cette propagande peut hâter le processus, déjà commencé, de décomposition de leurs traditions religieuses. Elle peut les détacher complètement de ces traditions religieuses et leur donner la possibilité d'acquérir des conceptions scientifiques. Elle peut ainsi les arracher à l'influence du parti clérical.

Mais, à côté de cela, il existe, même dans les villes et surtout à la campagne, de larges couches prolétariennes qui, s'accrochant à leurs traditions religieuses, sont inaccessibles et réfractaires à la propagande des libres-penseurs.

Le cléricalisme ne peut maintenir ces couches prolétariennes sous la dépendance de la bourgeoisie qu'en représentant la lutte de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat comme une lutte entre le christianisme et le paganisme. Si, comme nous le conseillent un si grand nombre de libres-penseurs, nous attaquions les conceptions religieuses de ces masses populaires, nous ferions précisément le jeu du cléricalisme, car, de cette manière, nous les jetterions dans ses bras. Nous devons procéder d'une façon tout à fait opposée. Si le cléricalisme dit aux masses : « C'est la

religion qui est en jeu ! » nous leur disons : « L'enjeu est uniquement vos intérêts matériels de classe. » Si le cléricalisme dit aux masses : « Ici, les chrétiens, de l'autre côté les athées », nous leur disons : « Ici les prolétaires, de l'autre côté la bourgeoisie ! » Nous ne pourrons pas arracher les masses religieuses, sur lesquelles la bourgeoisie appuye sa domination, à l'influence de cette même bourgeoisie, en transformant, comme le voudraient les libres-penseurs, la lutte de classe en une lutte religieuse, mais en substituant à la lutte pour la religion, sous le vêtement de laquelle le cléricalisme présente la lutte de classe, en une lutte ouverte pour la défense d'intérêts de classe.

Les libres-penseurs qui croient pouvoir amener à la social-démocratie, grâce à un simple travail de propagande antireligieuse, les masses prolétariennes qui suivent encore le cléricalisme, n'ont pas encore compris cette idée marxiste élémentaire que, seule, la transformation des conditions économiques et sociales des hommes les rend accessibles à la transformation de leurs idées. Ces libres-penseurs sous-estiment l'importance de ce fait que la transformation de la superstructure idéologique ne suit que très lentement, progressivement, la transformation de sa base économique.

Ils sous-estiment l'opiniâtreté avec laquelle, tout particulièrement, le peuple des campagnes s'accroche à ses traditions religieuses, et sur-estiment l'effet de la simple propagande éducative, là où le terrain n'a pas encore été préparé par l'influence de la vie citadine et industrielle. Ils méconnaissent le caractère de loi sociale de cette transformation morale qui éveille les couches prolétariennes, les unes après les autres, à la conscience de classe. L'instinct de classe prépare tout d'abord l'ouvrier à participer à la lutte pour la défense de ses intérêts économiques et politiques de classe, et ce n'est que beaucoup plus tard, à un degré de développement beaucoup plus élevé, que s'éveille chez l'ouvrier le besoin de s'émanciper également des traditions idéologiques du passé.

Le socialisme scientifique ne nous a pas enseigné que nous devons libérer les consciences du fantôme religieux pour rendre la classe ouvrière capable de conquérir le pouvoir et de renverser la domination du capital, mais, au contraire, que nous devons libérer les hommes de la misère économique et de l'insécurité constante de l'existence et qu'alors seulement ils pourront se libérer du fantôme religieux.

A la vieille illusion libérale, qui subsiste encore dans l'esprit d'un grand nombre de libres-pen-

seurs, notre programme oppose cette idée marxiste que l'état de misère, d'ignorance, d'abaissement, dans lequel vivent les hommes, détermine également leurs conceptions religieuses. Il en conclut que nous devons grouper tous ceux qui sont exploités par le capital et la grande propriété foncière pour la lutte de classe commune, quelles que soient leurs conceptions religieuses et la façon dont leurs conceptions peuvent être influencées par l'état de misère et d'ignorance dans lequel les maintient le capitalisme. Car ce n'est que grâce à la lutte de classe de l'ensemble du prolétariat que nous pourrons instaurer un ordre social qui permettra à tout le peuple de « mettre ses conceptions en accord avec les données de la science et la dignité morale d'un peuple libre. »

Mais notre lutte contre cette vieille illusion libérale au sein de la libre-pensée est rendue plus difficile du fait qu'elle a trouvé un nouvel allié. Ce nouvel allié, c'est le bolchévisme. Car les communistes enseignent également que le parti ne doit pas considérer la religion comme une affaire privée, mais doit la combattre.

Les bolchéviks sont des marxistes. Ils connaissent l'enseignement de Marx, selon lequel les conceptions religieuses des hommes dépendent de leurs conditions d'existence économiques. Ils

savent que des couches importantes du prolétariat resteront sous l'influence des traditions religieuses tant que leurs conditions d'existence économiques n'auront pas été transformées. Ils ne partagent donc pas l'illusion libérale selon laquelle ces masses pourraient se libérer de leurs conceptions religieuses avant d'être libérées de leurs conditions d'existence économiques actuelles. Et, cependant, les communistes refusent également de considérer la religion comme une affaire privée. Ils pensent, eux aussi, que le parti ne doit accepter en son sein que les prolétaires qui se sont détachés de toute religion.

Car les communistes pensent que la tâche du parti ouvrier n'est pas de grouper *toute* la classe ouvrière. Le parti ne doit organiser, selon eux, dans ses rangs, que l'avant-garde du prolétariat. La grande masse du prolétariat doit être laissée en dehors du parti, mais dirigée par lui.

En 1903, la social-démocratie russe était encore composée de petits cercles de conspirateurs, de « révolutionnaires professionnels ». La masse des ouvriers de la jeune industrie russe était sans parti. Quelle devait être l'attitude du parti à l'égard de la masse ? Cette question divisa la social-démocratie russe en deux fractions. Les menchéviks disaient : le parti doit grouper les

masses ouvrières dans ses organisations et s'efforcer de devenir un parti de masse des ouvriers. Les bolchéviks s'y opposèrent. L'entrée des ouvriers dans les petits cercles du parti atténuerait, disaient-ils, le caractère révolutionnaire du parti. Ce dernier devait rester une petite organisation secrète, composée de révolutionnaires professionnels et d'intellectuels marxistes. Mais ces cercles devaient s'efforcer de placer sous leur influence les ouvriers sans-parti et de s'emparer de la direction de ces masses non organisées. Une petite avant-garde révolutionnaire, qui conduit la masse sans parti, tel fut, dès son origine, l'idéal du parti bolchévik.

Depuis 1917, le bolchévisme a pu réaliser cet idéal dans l'Union soviétique. Le parti communiste de l'Union soviétique n'englobe qu'une petite minorité de la classe ouvrière. L'immense majorité des ouvriers est sans parti. Le parti communiste leur refuse l'admision dans son organisation. Mais il interdit, par suite de l'exercice de la dictature terroriste, à tous les autres partis d'exercer toute influence sur la masse sans parti. C'est ainsi que la minorité, organisée dans le parti communiste, est en mesure d'entraîner derrière elle et de diriger la majorité sans parti.

Les bolchéviks ne veulent pas, par conséquent,

grouper dans leur parti l'ensemble du prolétariat, mais seulement la couche la plus avancée de ce prolétariat, la plus complètement émancipée des traditions du passé. C'est pourquoi ils ne traitent pas la religion comme une affaire privée, mais excluent de leur parti tout prolétaire croyant.

Mais cet exemple russe ne doit pas être imité dans le mouvement ouvrier de l'Europe occidentale et centrale.

En Autriche, depuis trois décades, tous les partis s'efforcent de conquérir le prolétariat. Si nous n'organisons pas dans nos rangs les ouvriers agricoles, les petits paysans, ils ne resteront pas sans parti, mais seront organisés par les partis bourgeois. Par conséquent, à l'heure de la lutte, nous ne pourrons pas les diriger, les entraîner derrière nous, mais nous les verrons, commandés par la bourgeoisie, dans les rangs de nos ennemis.

En Russie, une minorité du prolétariat peut s'arroger le commandement de l'ensemble du prolétariat, sans faire entrer cette masse dans le parti qui exerce le commandement et sans la faire participer, par conséquent, à l'activité du parti. En Autriche, nous ne pourrons grouper tout le prolétariat pour la lutte de classe que si nous faisons entrer tous les prolétaires, avec des droits égaux, dans le parti.

« Dans la république démocratique, les luttes de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat seront tranchées dans la lutte de ces deux classes pour la conquête de la majorité du peuple », déclare notre programme de Linz. Nous ne pourrons vaincre dans la lutte de classe que si nous groupons dans nos rangs la majorité du peuple. « L'époque des révolutions dirigées par de petites minorités conscientes à la tête des masses sans parti est passée », dit Engels. Elle n'était pas passée en Russie, mais elle l'est pour tous les pays démocratiques. « Dès que se pose la question de la transformation complète de toute l'organisation sociale, poursuit Engels, les masses elles-mêmes doivent y participer, elles doivent avoir compris elles-mêmes de quoi il s'agit. » (1) C'est pourquoi notre parti ne peut se contenter de grouper dans son sein uniquement les couches les plus avancées du prolétariat et de diriger ainsi une masse sans parti, mais s'efforcer, au contraire, de grouper dans ses organisations toute la masse prolétarienne.

Assurément, dans chaque mouvement ouvrier, la

(1) Marx : *Les Luttes des classes en France*. Préface de Engels.

direction est aux mains des couches les plus avancées de la classe ouvrière. Mais cette direction ne peut être transformée dans les partis démocratiques en une dictature d'une minorité avancée, organisée, sur la masse sans parti, mais seulement au moyen de l'élection démocratique des hommes de confiance à l'intérieur du parti groupant la masse elle-même.

C'est l'antagonisme entre le socialisme dictatorial et le socialisme démocratique. Le premier ne veut grouper que la couche la plus avancée du prolétariat dans le parti qui s'arroge le commandement sur la masse sans parti. Le second veut grouper tout le prolétariat dans le parti et réaliser dans son sein l'auto-détermination démocratique de l'ensemble du prolétariat.

Cet antagonisme de principes explique la différence des attitudes à l'égard de la religion. Les communistes, qui ne veulent organiser dans le parti que la couche la plus avancée de la classe ouvrière, peuvent tenir à l'écart des partis quiconque professe encore des sentiments religieux. La social-démocratie, par contre, qui veut grouper l'ensemble du prolétariat, ne peut y arriver que si elle rend l'adhésion au parti indépendante des conceptions religieuses de chacun et si elle considère la religion comme une affaire purement privée.

C'est précisément la pensée fondamentale du programme de Linz, que notre parti ne peut vaincre dans la lutte pour le pouvoir que s'il réussit à grouper non seulement les couches les plus avancées du prolétariat industriel, mais toute la classe ouvrière des villes et des campagnes, ainsi que les couches de la petite paysannerie et de la petite bourgeoisie proches de la classe ouvrière. La proclamation de la religion comme étant une affaire privée est une conséquence nécessaire de cette idée fondamentale de notre programme.

Notre programme est-il, par conséquent, dirigé contre la libre-pensée ? Nullement ! Mais il est dirigé, d'une part, contre les illusions qu'un certain nombre de libres-penseurs ont conservées en héritage du libéralisme et, d'autre part, contre les erreurs que les communistes ont fait pénétrer parmi les libres-penseurs.

Notre programme n'est pas dirigé contre la libre-pensée, mais il s'efforce de renforcer, à l'intérieur de la libre-pensée, les conceptions social-démocratiques contre les conceptions libérales et les conceptions bolchévistes.

Que doit-être le véritable libre-penseur social-démocrate ?

Le libre-penseur social-démocrate doit s'approprier avant tout cette idée marxiste que les concep-

tions religieuses d'un grand nombre de prolétaires sont la conséquence des conditions d'existence économiques dans lesquelles ces prolétaires sont condamnés à vivre par le capitalisme. Ceux qui ont compris cette idée marxiste rendront responsables de la survivance opiniâtre des conceptions religieuses non pas l'étroitesse intellectuelle des prolétaires croyants, mais les conditions d'existence du prolétariat dans le régime capitaliste. C'est pourquoi le social-démocrate libre-penseur évitera ce mépris hautain avec lequel le bourgeois libéral considère les ouvriers croyants, de même que la prétention du communiste de vouloir commander les ouvriers croyants par l'intermédiaire de son parti sans les juger dignes de donner leur opinion à l'intérieur du parti. C'est pourquoi la tolérance à l'égard des ouvriers croyants est le premier devoir du véritable social-démocrate libre-penseur.

Le libre-penseur social-démocrate doit lier, à la volonté révolutionnaire de conquérir le pouvoir au prolétariat, cette idée que l'union de l'ensemble du prolétariat est la condition essentielle de la prise du pouvoir. Il ne reniera jamais, naturellement, sa libre-pensée, mais il luttera pour gagner à l'organisation de classe, à la lutte de classe, les couches prolétariennes fidèles à leurs conceptions religieuses. Là où il recrute pour le parti, il dira

aux masses : « Personnellement, je suis libre-penseur, mais même ceux qui croient au Seigneur dans les cieux sont les bienvenus dans notre parti comme camarades de lutte contre les seigneurs terrestres ». Là où il travaille dans l'organisation du parti, il dira aux membres croyants de notre parti : « Je suis libre-penseur, mais, dans le parti, tu es pour moi un camarade jouissant des mêmes droits que les autres. »

Le libre-penseur social-démocrate est animé du désir ardent des couches ouvrières les plus avancées de conquérir une culture libérée des traditions du passé. Il lutte en faveur d'une conception philosophique scientifique. Il se groupe, dans ce but, avec tous ceux qui pensent comme lui, au sein de l'association des libres-penseurs. Il recrute parmi ses camarades du parti en faveur de la communauté philosophique plus étroite à laquelle il appartient. Mais, quand il recrute pour cette communauté philosophique, il ne dit pas à ses propres camarades du parti : « Quiconque n'est pas libre-penseur ne peut pas être un véritable social-démocrate. » Il leur dit, tout au contraire : « Tu es devenu social-démocrate pour lutter avec nous contre les seigneurs sur cette terre. Je souhaite que, maintenant que tu es devenu social-démocrate, tu deviennes aussi libre-penseur. Viens chez nous !

Ecoute-nous ! Nous voulons te faire connaître les résultats obtenus par la science concernant les lois naturelles et sociales et l'origine des idées religieuses. Peut-être réussirons-nous à te convaincre. Lorsque tu es devenu social-démocrate, tu as appris à raisonner sur l'économie et la société, sur l'Etat et le droit, autrement que tu ne raisonnais jusqu'alors. Si nous arrivons à te convaincrre, tu deviendras libre-penseur, et tu raisonneras, par conséquent, autrement sur Dieu et le monde. »

Ainsi, la libre-pensée vraiment social-démocrate mettra les efforts faits par les couches ouvrières plus avancées vers une conception du monde correspondant à leurs besoins culturels en accord avec les nécessités de la lutte de classe de l'ensemble du prolétariat.

Former à l'intérieur de la communauté philosophique des libres-penseurs un tel type de libre-penseur vraiment social-démocrate, telle est la tâche que le programme de Linz propose aux camarades qui sont à la fois social-démocrates et libres-penseurs.

L'ÉTAT ET L'ÉGLISE

Le parti et l'Eglise

L'Eglise est devenue l'alliée de la bourgeoisie. Les prélats règnent au nom et dans l'intérêt des capitalistes. Les évêques menacent les ouvriers, qui s'unissent avec leurs camarades de classe pour la lutte syndicale et politique, du refus des sacrements. Les prêtres prêchent du haut de la chaire contre le prolétariat en lutte.

Nous considérons la religion comme une affaire privée. Nous accueillons, dans nos rangs, comme camarades de lutte, les ouvriers croyants qui se rallient à nous. Mais si nous sommes neutres vis-à-vis de la religion, nous ne pouvons pas l'être vis-à-vis de l'Eglise, qui exploite contre nous toute l'influence dont elle dispose sur les croyants.

Après avoir considéré que nous envisageons la religion comme une affaire purement privée, notre programme continue ainsi : « La social-démocratie ne combat pas, par conséquent, la religion, les convictions et les sentiments des individus, mais elle combat les Eglises et les sociétés religieuses qui utilisent l'influence dont elles disposent sur les croyants pour s'opposer à la lutte émancipatrice

de la classe ouvrière et soutenir, par là, la domination de la bourgeoisie. »

La social-démocratie lutte, par conséquent, contre l'Eglise. Mais nous luttons contre l'Eglise, non pas à cause de la religion qu'elle enseigne et cultive, mais à cause du rôle qu'elle joue dans la lutte de classe entre la bourgeoisie et le prolétariat. Nous luttons contre l'Eglise, non pas en tant qu'institution religieuse, mais en tant qu'organisation de domination alliée à la bourgeoisie.

Mais quel est le but de notre lutte contre l'Eglise ? Voulons-nous restreindre la liberté du culte et de l'enseignement de l'Eglise ? Mettre celle-ci sous le contrôle de l'Etat que nous nous proposons de conquérir ? Transformer ou dissoudre l'organisation de l'Eglise ? Non ! Notre programme déclare que le but de notre lutte contre l'Eglise est la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

La séparation de l'Eglise et de l'Etat

La revendication de la séparation de l'Eglise et de l'Etat est d'origine religieuse.

Cette revendication a apparu pour la première fois dans les sectes hérétiques de pieux chrétiens, qui se soulevèrent contre l'Eglise catholique dominante, particulièrement dans le grand

mouvement révolutionnaire anabaptiste, il y a quatre cents ans.

D'après l'enseignement des anabaptistes, l'Eglise doit être une association volontaire des vrais chrétiens régénérés. Elle n'a rien à voir avec le monde pécheur que dominent les autorités temporelles. Dans la communauté religieuse, il n'existe aucun autre roi que le Christ et aucun autre juge que la Sainte-Ecriture. Les autorités n'ont à décider que dans les choses temporelles, car, dit le Seigneur, « mon royaume n'est pas de ce monde. »

L'enseignement des anabaptistes passa de l'Allemagne en Angleterre par la Hollande. Il acquit une puissance formidable dans la grande révolution anglaise du XVII^{e} siècle. Ce fut cet enseignement qui inspira l'armée révolutionnaire du grand Cromwell : la religion est une affaire de conscience individuelle, aucune puissance terrestre n'a le droit d'intervenir dans les affaires de conscience des individus, en les obligeant à adopter des croyances religieuses qui sont en contradiction avec leurs convictions personnelles. Le vrai chrétien entretient des rapports personnels avec son Dieu et s'efforce d'obtenir une sanctification personnelle. Il ne peut y arriver dans une Eglise où tous, justes et injustes, entrent en naissant et

qui les soumet tous aux moyens extérieurs de la contrainte d'Etat, mais seulement dans la communauté volontaire de vrais chrétiens de même opinion. L'Etat n'a d'autre tâche que de maintenir l'ordre extérieur. La religion, qui est l'affaire la plus intime des individus, repose sur l'Eglise constituée par la communauté volontaire des vrais chrétiens.

La revendication de la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat ne fut donc pas, au début, une revendication de gens sans religion qui espéraient ébranler la religion en ôtant à l'Eglise le bras séculier qui lui permettait d'imposer ses commandements. Bien au contraire, c'était la revendication d'hommes profondément religieux qui s'indignaient du fait que l'Eglise du Christ, s'étant soumise à la puissance temporelle et mêlée ainsi à des luttes temporelles, se contentait d'obtenir, à l'aide d'armes matérielles, une sainteté tout extérieure, là où la foi intérieure faisait défaut ; c'étaient des hommes profondément religieux, qui espéraient, grâce à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, non seulement fonder leur propre liberté religieuse contre les forces de contrainte de l'Eglise, mais, d'une façon générale, substituer leur christianisme tout intérieur au christianisme extérieur de l'Eglise.

Les chrétiens qui, dans les troubles des guerres religieuses britanniques, quittèrent leur patrie pour sauver leur foi : congrégationalistes, baptistes, quakers, emportèrent avec eux, en Amérique, la revendication de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Là, au cours de la seconde moitié du XVII^e^ siècle, le baptiste Roger Williams, à Rhode-Island, et le quaker William Penn, en Pensylvanie, fondèrent des Etats dans lesquels fut réalisée pour la première fois la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Lorsque les colonies américaines se détachèrent de l'Angleterre, elles incorporèrent la séparation de l'Eglise et de l'Etat dans la constitution fédérale des Etats-Unis d'Amérique (1787).

Depuis cette époque, aux Etats-Unis d'Amérique, l'Etat laisse aux particuliers l'entière liberté d'organiser leur vie religieuse comme ils l'entendent. Les Eglises et les associations religieuses vivent comme de simples sociétés. Elles organisent leur fortune et leurs institutions comme de simples fondations. Elles peuvent élaborer en toute liberté leurs statuts et leur droit ecclésiastique, prélever des taxes sur leurs fidèles et exclure de leurs communautés quiconque refuse d'obéir à leurs commandements. Mais l'Etat ne réglemente pas l'adhésion à ces communautés, il n'impose pas,

par les moyens de contrainte dont il dispose, le respect de leurs commandements, il ne prélève pas par la force les taxes ecclésiastiques. L'adhésion à une Eglise ou à une association religieuse quelconque est une affaire purement individuelle et ne relevant pas du droit public. La religion n'importe pas à l'Etat. Il est lui, en tant qu'Etat, areligieux, mais dans le détail du droit américain et particulièrement dans la constitution juridique des Eglises et des associations religieuses, subsiste encore la notion de l'Eglise du congrégationalisme, qui est celle du baptisme, ce qui prouve que l'Etat non religieux des Etats-Unis d'Amérique est le résultat d'un grand mouvement religieux. (1)

L'Etat non religieux ne supprime pas la religion de ses citoyens, il se contente de faire de la religion leur affaire privée, dont il n'a pas à s'occuper. Les Eglises ne sont plus des institutions privilégiées et réglementées par l'Etat, mais si elles sont séparées de l'Etat, elles restent cependant des puissances dans la société. La séparation de l'Eglise et de l'Etat ne porte pas atteinte

(1) Rothenbücher : *La Séparation de l'Etat et de l'Eglise.*

à la religion, mais elle libère l'Eglise de toute espèce de réglementation par l'Etat, et la religion individuelle de toute contrainte des autorités ecclésiastiques. La séparation de l'Eglise et de l'Etat n'a pas été aux Etats-Unis d'Amérique une victoire de l'athéisme sur la religion, mais la victoire de l'individualisme religieux, qui s'est dressé contre toute violence faite à la conscience, sur la contrainte exercée par l'Etat et les autorités ecclésiastiques.

Mais si la revendication de la séparation de l'Eglise et de l'Etat est issue originairement d'un profond mouvement religieux, si ce fut un mouvement religieux qui réalisa pour la première fois cette revendication aux Etats-Unis, elle était cependant passée dans la philosophie de la bourgeoisie libérale bien avant d'avoir triomphé définitivement aux Etats-Unis. Et ici, dans cette philosophie dite éclairée, cette revendication entra dans de nouveaux rapports. Ennemis des religions historiques, les idéologues de cette philosophie éclairée considéraient la séparation de l'Eglise et de l'Etat comme un moyen d'enlever à l'Eglise le « bras séculier », l'appui de l'Etat, d'affaiblir ainsi sa puissance sur les masses et de porter par là atteinte à la religion elle-même, de faciliter son travail d'éducation en vue d'arracher les masses

à leur religion traditionnelle. Cette revendication que les puritains d'Amérique avaient fait triompher pour des fins purement religieuses fut, en Europe, aux mains de la philosophie libérale un moyen le lutte contre la religion.

Mais, en réalité, le libéralisme antireligieux n'a jamais défendu cette revendication d'une façon bien conséquente, précisément parce qu'elle n'était pas pour lui, comme pour le puritanisme, une revendication de la conscience religieuse, mais bien un simple moyen de lutte contre l'Eglise et la religion. Dans toute l'histoire de ses luttes contre l'Eglise, le libéralisme bourgeois a toujours hésité devant la question de savoir s'il pouvait et devait désarmer l'Eglise au moyen de sa séparation d'avec l'Etat, ou au moyen de sa réglementation par l'Etat.

A ses débuts, la Révolution française ne s'est nullement proposé de réaliser la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Tout au contraire, elle a, en 1789, vendu les biens du clergé, transformé les prêtres en fonctionnaires appointés par l'Etat, afin d'organiser une Eglise nationale au service de l'Etat. Elle s'était efforcée de transformer l'Eglise en un instrument du nouvel Etat bourgeois, de même que l'absolutisme en avait fait son instrument. Ce n'est qu'après l'échec de cette tentative,

par suite de la résistance du clergé, obligeant ainsi la Révolution à prendre contre l'Eglise des mesures de persécution toujours plus sévères, ce qui entraîna la décomposition complète de cette Eglise désormais réglementée par l'Etat, que la Révolution se décida à réaliser la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; mais cette séparation, réalisée en pleine lutte contre l'Eglise, était liée à des mesures de répression et à des lois d'exception contre celle-ci et n'a donc pu réaliser la liberté complète de la vie religieuse non réglementée par l'Etat, comme l'avait réalisée peu de temps auparavant la législation américaine.

Ces hésitations, que nous pouvons constater déjà pendant la grande Révolution française, se répètent dans l'histoire du libéralisme du XIX^e^ siècle.

Le libéralisme de la grande bourgeoisie s'efforçait de réduire le rôle de l'Etat au maintien de la paix à l'intérieur et à l'extérieur, d'abandonner tout le processus de la vie économique et intellectuelle « au libre jeu des forces », à la « libre concurrence » de la société bourgeoise soustraite au contrôle de l'Etat. Il a proclamé la liberté de la propriété et du contrat de travail, la liberté du commerce et de l'industrie, la liberté de l'usure. Il a proclamé la liberté de conscience et de croyance

et était disposé à tirer de cette liberté de conscience sa dernière conséquence, c'est-à-dire à soustraire également la vie religieuse au contrôle de l'Etat pour la transférer dans le domaine de la société elle-même. « Les idées de liberté de conscience, dit Marx, ne firent qu'exprimer la domination de la libre concurrence dans le domaine intellectuel. » (1) Mais s'appuyant seulement sur la couche étroite de la grande bourgeoisie, redoutant l'influence dont disposait l'Eglise sur les larges masses populaires, le libéralisme croyait cependant toujours ne pas pouvoir se passer des mesures de police contre l'Eglise et reculait donc devant les dernières conséquences de sa propre pensée.

Mais dans les Dominions anglaises, comme aux Etats-Unis d'Amérique, les nombreuses Eglises et sectes, créées sur la base du protestantisme anglais, combattaient le système d'Eglise officielle, comme étant un privilège de l'Eglise anglicane hostile et, par conséquent, comme aux Etats-Unis, ce fut de puissantes aspirations religieuses qui réclamaient la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Là le libéralisme a enfin réalisé cette revendication, comme

(1) Marx et Engels : *Le Manifeste communiste.*

il l'a fait aux Etats-Unis. Ce fut le cas notamment en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Cap.

Dans les pays catholiques, par contre, où les longues luttes passionnées menées par le libéralisme contre l'Eglise se sont terminées finalement par la séparation de l'Eglise et de l'Etat, comme en France et au Mexique, cette séparation conquise au moyen de la lutte contre l'Eglise a été liée à de nombreuses restrictions policières de la liberté de l'Eglise.

Mais, dans la plupart des pays catholiques, le libéralisme a reculé devant les conséquences de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il n'a pas osé l'imposer à l'Eglise. Et, en même temps, il n'a pas voulu renoncer lui-même à se servir, au besoin, de la réglementation par l'Etat, comme d'une arme contre l'Eglise. C'est ainsi que les Eglises restaient des associations de droit public, le fait de leur appartenir étant réglé par le droit public, et les prêtres étant appointés par l'Etat, qui obligeait les enfants des écoles à recevoir l'enseignement religieux et soumettait, d'autre part, l'Eglise à toutes sortes de prescriptions policières. Nous trouvons de semblables systèmes de compromis, même dans des pays issus de la révolution libérale, comme en Belgique et en Italie.

Plus humble encore fut le rôle joué par le libé-

ralisme dans les monarchies constitutionnelles, où il n'a pas réussi à conquérir le pouvoir mais seulement à obtenir une participation modeste à celui-ci. Ce fut le cas notamment en Allemagne. La lutte que mena Bismarck après 1870 contre l'Eglise catholique, et que le savant libéral Virchow a baptisée du nom de *Kulturkampf* (lutte pour la culture), n'a pas mérité ce nom. Bismarck voulait soumettre l'Eglise catholique à l'Etat policier aristocratique. Sa politique ne fit que continuer les anciens efforts de l'absolutisme en vue de mettre l'Eglise au service de l'Etat. Lorsque le libéralisme se mit aux côtés de Bismarck, la bourgeoisie se jeta dans les bras de son ennemi historique, l'Etat policier aristocratique, dans l'espoir, — bien trompeur, comme l'expérience l'a montré, — d'affaiblir ainsi son autre ennemie historique, l'Eglise.

Tandis que, dans la Prusse protestante, le libéralisme soutint les lois d'exception et les mesures policières de la dynastie et de l'aristocratie contre l'Eglise catholique, le libéralisme autrichien, par contre, avait, dans sa lutte contre l'Eglise, la dynastie et l'aristocratie féodale contre lui. La « lutte pour la culture » a pris, par conséquent, ici un tout autre caractère. Mais, en Autriche également, l'idéal de la grande bourgeoisie libérale et

des bureaucrates n'était pas la séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais le « joséphinisme », c'est-à-dire la soumission de l'Eglise au contrôle de l'Etat.

Ainsi donc, le libéralisme n'a nulle part, en dehors des pays anglo-saxons, tiré les dernières conséquences de son propre principe qui était la liberté de conscience : dans la plupart des pays, il ne s'est pas même proposé de réaliser la séparation de l'Eglise et de l'Etat et, dans les quelques pays où il l'a fait, il l'a liée à des mesures policières tout à fait étrangères à ce principe et faussant complètement celui-ci. Mais une autre puissance sociale que le libéralisme a réalisé, dans un certain nombre de pays, la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat. Cette puissance n'est autre que l'Eglise catholique elle-même.

Lorsqu'en France, au lendemain de la grande Révolution, le système de l'Eglise officielle de l'absolutisme fut rénové, soumettant complètement l'Eglise à l'Etat, l'idée apparut parmi les catholiques français que, seule, la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat pouvait rendre à l'Eglise son entière liberté. A l'époque de la Révolution libérale de juillet, Lamennais fonda le « catholicisme libéral ». L'Eglise a condamné cet enseignement. Elle a, devenue Eglise d'Etat, combattu

de toutes ses forces la revendication de la séparation. Mais là où le système de l'Eglise officielle favorisait les Eglises protestantes, l'Eglise catholique a agi en fait dans le sens du catholicisme libéral qu'elle avait condamné.

Dans l'Irlande catholique, l'Eglise anglicane était devenue l'Eglise officielle. Lorsque cet état de choses ne put plus être maintenu, le gouvernement proposa aux catholiques irlandais d'accorder à l'Eglise catholique irlandaise les mêmes privilèges qu'à l'Eglise anglicane et d'accorder aux évêchés catholiques les mêmes subventions qu'aux évêchés anglicans. Les catholiques irlandais repoussèrent cette proposition, car ils ne voulaient pas être placés sous la dépendance du gouvernement anglais. Ils préférèrent la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et obtinrent cette séparation en 1869.

Dans le canton de Genève, l'Eglise officielle était l'Eglise calviniste. Les catholiques, devenus peu à peu la majorité de la population, se dressèrent contre le privilège de l'Eglise calviniste. Pour y mettre fin, les catholiques exigèrent la séparation complète de l'Eglise et de l'Etat. En 1907, les catholiques, les bourgeois radicaux et les social-démocrates réussirent à imposer en commun la loi de la séparation, grâce à un référendum

populaire. Ici, où ce furent les catholiques eux-mêmes qui réclamèrent la séparation, celle-ci a naturellement été réalisée dans sa forme pure et classique, sans aucune mesure policière.

En Autriche, un grand nombre de gens croient que la séparation de l'Eglise et de l'Etat est demandée par les athées, dans le but de détruire l'Eglise et la religion. Mais l'histoire nous démontre le contraire (1). La séparation de l'Eglise et de l'Etat a été réalisée dans sa forme la plus pure et la plus complète là où elle a été imposée par de puissants mouvements religieux. Ce fut le cas, aux Etats-Unis, dans les Dominions britanniques et dans le canton de Genève. Et partout où la séparation a été réalisée, l'Eglise séparée de l'Etat a, dans la société, une vie extrêmement intense.

(1) Pour l'histoire de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, voir l'ouvrage cité de Rothenbücher.

La social-démocratie et la séparation de l'Eglise et de l'Etat

Dans la monarchie des Habsbourg, l'empereur exerçait des droits importants et anciens à l'égard de l'Eglise.

En tant que successeur de l'empereur romain de nation allemande, il avait le *jus exclusivae*, c'est-à-dire le droit d'indiquer, lors de l'élection du pape, un candidat dont l'élection ne serait pas admise. En tant que successeur des princes, il avait le droit de confirmation de l'élection des évêques et des supérieurs d'ordres et fondations. L'administration des biens de l'Eglise était placée sous le contrôle de l'Etat.

Aux prestations de l'Etat à l'Eglise correspondait la grande puissance exercée par l'Etat sur l'Eglise.

La Révolution de 1918 a supprimé cet état de réciprocité.

D'après la théorie d'un grand nombre de professeurs de droit canon, les droits que l'empereur exerçait sur l'Eglise étaient personnels à l'empereur et ne pouvaient être transmis ni au président

ni au gouvernement fédéral. Cette théorie est en contradiction avec le droit de la République, mais en fait ces anciens droits n'ont pas dans la République la même signification que dans la monarchie. L'Empire était habitué depuis des siècles à mettre ses sujets au service de l'Eglise, mais, par contre, à exercer rigoureusement son droit de tutelle sur celle-ci. Les gouvernements parlementaires de la République ne sont pas à même d'exercer aussi rigoureusement ces droits. Si les cléricaux sont au pouvoir, ils ne se considèrent pas comme une force indépendante égale à la papauté et placée au-dessus des évêques, mais comme un organe d'exécution de ces derniers. Si les social-démocrates viennent au pouvoir, ils ne se sentiront pas compétents à intervenir dans l'élection des évêques. La Révolution de 1918 a, par conséquent, débarrassé l'Eglise de la tutelle que faisait peser sur elle l'Etat absolutiste.

Mais, cependant, subsistent les grandes prestations de l'Etat à l'Eglise. Ces prestations ont même été élargies dans la République par la transformation du casuel en un véritable traitement.

Dans la monarchie, les prestations de l'Etat à l'Eglise étaient la contre-partie de l'influence que l'Etat exerçait sur les règlements de l'Eglise et que celle-ci avait dû lui accorder. Actuellement,

cette influence a disparu, mais les prestations de l'Etat ont été maintenues et même élargies.

L'Eglise est actuellement en Autriche presque aussi libre de tout contrôle de l'Etat que dans les pays où l'Etat et l'Eglise sont séparés. Mais elle reçoit de l'Etat les mêmes prestations que dans les pays où l'Eglise est un organe d'Etat. Cette contradiction intérieure rend intolérable, à la longue, le système actuel d'Eglise officielle.

La séparation de la société en classes dominantes et en classes dominées se reproduit dans la séparation de l'Eglise en hiérarchie dominante (évêques, prélats et clergé) et les laïques dominés par les premiers.

Le système d'Eglise officielle qui règne actuellement en Autriche élargit le pouvoir de la hiérarchie ecclésiastique d'une double façon : il étend d'une part le pouvoir dont dispose l'Eglise sur les croyants aux non-croyants et à ceux qui professent d'autres religions. Il renforce, d'autre part, à l'intérieur de l'Eglise, le pouvoir de la hiérarchie ecclésiastique sur les laïques.

L'Etat emploie le revenu des impôts qu'il prélève, non seulement sur les chrétiens, mais aussi sur les Juifs, non seulement sur les catholiques, mais aussi sur les protestants, non seulement sur les croyants, mais aussi sur les libres-penseurs,

pour former et rétribuer le clergé de l'Eglise catholique. Il oblige non seulement les enfants des catholiques, mais aussi les enfants de ceux qui ne professent aucune religion, à recevoir l'enseignement religieux catholique. Il soumet au droit matrimonial de l'Eglise catholique non seulement les catholiques eux-mêmes, mais aussi les personnes qui adhèrent à une autre religion ou qui n'en reconnaissent aucune.

Ce droit de l'Eglise officielle est en contradiction avec les principes de la liberté de conscience. Il oblige les hommes ayant une autre conception philosophique à faire des prestations à l'Eglise catholique et les soumet à ses commandements.

L'Etat paie les prêtres de l'Eglise catholique. Toutes les autres Eglises et sociétés religieuses doivent payer elles-mêmes leurs prêtres. L'Etat organise l'enseignement religieux catholique, protestant, israélite dans les écoles populaires, mais il ne reconnaît pas aux libres-penseurs le droit de faire donner à leurs enfants, dans les écoles publiques, un enseignement conforme à leurs propres conceptions. L'Etat règle le droit matrimonial des catholiques, des protestants, des Juifs, d'après leurs conceptions religieuses, mais il ne règle pas le droit matrimonial des libres-penseurs dans l'esprit de leurs conceptions philosophiques.

Ces privilèges de l'Eglise officielle sont en contradiction avec le principe de l'égalité de tous les citoyens devant la loi. Il donne à l'Eglise catholique et, dans une mesure plus faible, à d'autres sociétés religieuses « légalement reconnues », des droits qu'il refuse aux communautés professant d'autres conceptions philosophiques.

La séparation de l'Eglise et de l'Etat signifie, en premier lieu, la proclamation de la liberté de conscience et de croyance. Elle donne à tous les citoyens la pleine liberté d'appartenir, selon leurs convictions, à une Eglise, à une société religieuse, à une communauté professant telle ou telle conception philosophique, de former et de payer eux-mêmes leurs prêtres et leurs professeurs, de faire élever leurs enfants dans leur propre religion, de conclure et de dissoudre leur mariage suivant les prescriptions de leur religion. Mais elle n'oblige personne à payer des impôts pour une Eglise qui n'est pas la sienne ni à obéir à ses commandements.

La séparation de l'Eglise et de l'Etat signifie, en second lieu, la proclamation de l'égalité de tous les citoyens devant la loi. Elle n'accorde à aucune Eglise, société religieuse, communauté philosophique, des droits quelconques qu'elle n'accorde pas

à toutes les autres Eglises, sociétés religieuses et communautés philosophiques.

Si la social-démocratie lutte pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat, elle lutte pour la réalisation du principe libéral de la liberté de conscience et du principe démocratique de l'égalité de tous les citoyens devant la loi. Elle lutte, non pas pour une revendication spécifiquement socialiste, mais pour une revendication démocratique. La démocratie prolétarienne fait seulement ce qu'a négligé de faire la démocratie bourgeoise.

Le système d'Eglise officielle actuellement en vigueur étend le pouvoir de l'Eglise au delà du cercle de ses fidèles. Il entre ainsi en contradiction avec les principes de la démocratie. La séparation de l'Eglise et de l'Etat limite le pouvoir de chaque Eglise à ceux seulement qui adhèrent volontairement à elle, qui lui payent librement des taxes, qui envoient volontairement leurs enfants recevoir l'enseignement religieux et se soumettent volontairement à ses commandements. Elle restreint, par conséquent, le pouvoir de l'Eglise à ceux qui en font partie volontairement et par leurs croyances.

Mais, en même temps, la séparation de l'Eglise et de l'Etat a transformé les rapports entre la hiérarchie ecclésiastique et les croyants laïques à l'intérieur de l'Eglise elle-même.

Dans les pays où la séparation de l'Eglise et de l'Etat a été réalisée, chaque prêtre, chaque évêque sait que, s'il blesse les sentiments des croyants laïques, ceux-ci cesseront de payer les taxes à l'Eglise et n'enverront plus leurs enfants recevoir l'enseignement religieux.

En Autriche, par contre, chaque prêtre sait que l'Etat continue à lui payer son casuel, même s'il est en désaccord avec sa communauté. L'Etat oblige les catholiques à envoyer leurs enfants recevoir l'enseignement religieux catholique, même s'ils sont mécontents de leurs prêtres.

Lorsque l'Eglise et l'Etat sont séparés, la hiérarchie écclésiastique se sent dans un état de dépendance beaucoup plus grand à l'égard des sentiments et opinions de ses fidèles que sous le droit écclésiastique autrichien.

L'Eglise est une institution de salut religieux, mais elle est également une puissance sociale qui est devenue, dans la lutte des classes de notre époque, l'alliée de la bourgeoisie. L'ouvrier croyant tient à son Eglise comme à une institution de salut religieux, mais il est en même temps attiré par son intérêt de classe, sa conscience de classe, vers la social-démocratie que cette Eglise combat passionnément. L'ouvrier croyant cherche et trouve dans l'Eglise la satisfaction de ses besoins

religieux ; mais dans la lutte de classe, il lutte contre la bourgeoisie et voit, dans cette lutte, l'Eglise du côté de la bourgeoisie. Ainsi, l'ouvrier croyant est naturellement victime d'un très grave conflit de conscience. Et plus nous réussirons à arracher les ouvriers croyants à l'influence des partis bourgeois et à les attirer à nous, plus sera considérable le nombre de ceux qui ne seront plus torturés par ce conflit de conscience. Le moyen de les libérer de cette situation, c'est la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

Car, dans les pays où l'Eglise et l'Etat sont séparés, l'Eglise ne peut pas intervenir dans les luttes politiques et sociales de la même façon qu'en Autriche. Qu'on observe, par exemple, l'attitude des Eglises dans les pays anglo-saxons à l'égard des luttes politiques et sociales. Elles se gardent bien de prendre parti contre les ouvriers, car si elles le faisaient, elles courraient le danger que les ouvriers ne leur paient plus les taxes ecclésiastiques et n'envoient plus leurs enfants recevoir l'enseignement religieux. Dans ces pays, les Eglises sont bien plutôt disposées à se mettre du côté des ouvriers, car elles espèrent ainsi conserver leur influence sur les masses prolétariennes. Non seulement les Eglises et les sectes protestantes, mais l'Eglise catholique également, s'efforcent, dans ces

pays, de montrer à la masse des ouvriers croyants que l'Eglise les soutient dans leurs luttes sociales. Aux Etats-Unis d'Amérique, des prêtres catholiques, tels que Mac Glynn, Mac Grady, Hagerty, ont travaillé activement au sein du parti socialiste et pour ce parti. (1)

Si, en Autriche, l'Eglise et l'Etat étaient séparés, l'Eglise devrait modifier considérablement son attitude à l'égard du mouvement ouvrier, des syndicats et du socialisme, afin que ses fidèles ne se détournent pas d'elle.

Le pouvoir de l'Eglise maintient actuellement les prolétaires croyants sous l'influence du parti par l'intermédiaire duquel domine la bourgeoisie. Nous voulons arracher à la bourgeoisie le soutien de sa domination. Dans ce but, deux choses sont nécessaires. Nous devons tout d'abord gagner au parti de la classe ouvrière le plus grand nombre possible de prolétaires croyants en observant strictement notre principe consistant à traiter la religion comme une affaire privée. Nous devons, d'autre part, obtenir la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Si nous réussissons ces deux choses,

---

(1) Kautsky : *La Social-démocratie et l'Eglise catholique.*

quelle en sera la conséquence ? L'Eglise saura qu'un grand nombre de ses croyants sont des social-démocrates. Le clergé, qui ne sera plus payé à l'aide des ressources de l'impôt, saura que les social-démocrates croyants ne paieront plus d'impôts à l'Eglise, n'enverront plus leurs enfants recevoir l'enseignement religieux, si l'Eglise lutte contre leurs intérêts et leur idéal de classe. C'est pourquoi l'Eglise sera obligée d'adopter une attitude de neutralité à l'égard des luttes politiques et sociales.

La décision consistant à considérer au sein de notre parti la religion comme une affaire purement privée et la revendication que l'Etat doit également considérer la religion comme une affaire privée, sont en rapport étroit l'une avec l'autre. Car elles ont toutes deux le même but, à savoir : obliger l'Eglise à adopter, dans son propre intérêt, une attitude de neutralité à l'égard des luttes de classe de notre époque. Car l'Eglise ne sera contrainte à adopter cette attitude de neutralité que si, d'une part, en traitant la religion comme une affaire privée, nous gagnons à la social-démocratie un grand nombre de croyants, et si, d'autre part, au moyen de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, nous mettons la hiérarchie ecclésiastique dans un état de dépendance plus grand à l'égard des

laïques. Nous devons allier ces deux choses pour obliger l'Eglise à adopter une attitude neutre au point de vue politique.

La neutralisation politique de l'Eglise, c'est tout d'abord la libération des ouvriers croyants du conflit de conscience dans lequel les jette la politique actuelle de l'Eglise. Et c'est lorsque l'Eglise sera obligée d'adopter une attitude neutre par rapport aux luttes des classes que les prolétaires croyants pourront, sans torturer leur conscience, rester en même temps fidèles à l'Eglise et, d'autre part, participer aux luttes de leur classe.

Ce n'est que lorsque la séparation de l'Eglise et de l'Etat aura obligé l'Eglise à adopter une attitude de neutralité politique que nous pourrons atteindre le but qui consiste à grouper tous les prolétaires dans nos rangs. Si la puissance qu'exerce l'Eglise sur ses croyants est le moyen dont se sert la bourgeoisie pour maintenir les masses prolétariennes sous son influence, la neutralisation politique de l'Eglise enlèvera à la bourgeoisie ce moyen de lutte.

La séparation de l'Eglise et de l'Etat sera ainsi, dans notre situation actuelle, un moyen de désarmement de la bourgeoisie.

La séparation de l'Eglise et de l'Etat est, en premier lieu, la revendication de la liberté de

conscience et de l'égalité de tous les citoyens devant la loi. Elle ne constitue donc pas une revendication spécifiquement prolétarienne, mais une revendication démocratique générale. Mais si nous reconnaissons la séparation de l'Eglise et de l'Etat comme un moyen de mettre la hiérarchie ecclésiastique dans un état de dépendance plus grande par rapport aux croyants laïques, si nous comprenons que cet état de dépendance renforcé obligera la hiérarchie ecclésiastique à adopter une attitude de neutralité dans la lutte des classes, si nous nous rendons compte que cette neutralisaion politique de l'Eglise libérera les croyants prolétariens du conflit de conscience entre leurs convictions religieuses et leurs intérêts et idéals sociaux qui les tient actuellement éloignés de nous, et créons ainsi la possibilité du groupement de tout le prolétariat, et que nous enlevons ainsi à la bourgeoisie la possibilité d'appuyer sa domination sur les croyants prolétariens qui la suivent encore, alors nous comprenons l'intérêt particulier que la classe ouvrière a dans la réalisation de la revendication démocratique de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Ce n'est que de cette manière que la lutte pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat devient une partie néces-

saire de la lutte de classe du prolétariat, de sa lutte pour la prise du pouvoir.

Mais si nous considérons de ce point de vue la séparation de l'Eglise et de l'Etat, nous devons chercher aussi par quel moyen la social-démocratie doit réaliser cette séparation. Car elle peut être réalisée de plusieurs façons tout à fait différentes. Elle l'a été tout autrement aux Etats-Unis d'Amérique, dans les Dominions britanniques et dans le canton de Genève, qu'en France ou au Mexique.

Lorsque Bismarck mena son *Kulturkampf* contre l'Eglise catholique, à l'aide de mesures policières et de lois d'exception, la social-démocratie allemande a très justement prévu que cette lutte n'aurait d'autre conséquence que de grouper plus étroitement les masses prolétariennes catholiques et de renforcer l'influence du cléricalisme. Et, en effet, c'est ce qui arriva. Si, aujourd'hui encore, un demi-siècle plus tard, des centaines de milliers d'ouvriers allemands suivent le parti du Centre et les syndicats chrétiens, c'est la conséquence des mesures policières prises par Bismarck contre l'Eglise catholique. C'est pourquoi, déjà à l'époque de cette lutte et toujours depuis lors, la social-démocratie allemande a nettement combattu toutes ces mesures hostiles à l'Eglise, comme elle l'a fait pour la loi contre les Jésuites et pour les

menaces contre la propagande ecclésiastique. Depuis, c'est devenu, dans les pays allemands, une formule traditionnelle de la social-démocratie : ne pas soumettre l'Eglise au contrôle de l'Etat, mais la laisser complètement indépendante à l'égard de l'Etat et l'Etat indépendant à l'égard de l'Eglise. Pas de mesures policières, de lois d'exception contre l'Eglise, mais séparation complète de l'Eglise et de l'Etat !

Nous ne pouvons obtenir en Autriche la séparation de l'Eglise et de l'Etat que si nous gagnons à cette revendication une partie des prolétaires professant des opinions religieuses. C'est tout à fait possible si nous arrivons à les convaincre que la séparation de l'Eglise et de l'Etat ne portera pas atteinte à la liberté des individus de vivre selon leurs propres convictions, ni à la liberté de chaque Eglise et association religieuse d'agir selon ses convictions, mais, au contraire, ne fera que réaliser cette liberté. Mais jamais nous n'arriverons à gagner les prolétaires croyants à cette revendication, si nous voulons la lier à des mesures de répression et à des lois d'exception dirigées contre l'Eglise, qui blesseraient les sentiments religieux des masses croyantes.

La séparation de l'Eglise et de l'Etat a pour nous une importance considérable, parce qu'elle

obligerait l'Eglise à adopter une attitude de neutralité à l'égard des luttes des classes, et nous donnerait ainsi la possibilité de grouper tous les prolétaires sans distinction d'opinions religieuses, contre la bourgeoisie. Mais si nous voulions lier la séparation de l'Eglise et de l'Etat à des mesures de répression contre l'Eglise, nous n'atteindrions pas notre but. Car, de telles mesures, loin de gagner à nous les masses croyantes, ne feraient que les dresser passionnément contre nous.

Nous ne pourrons réaliser la séparation de l'Eglise et de l'Etat que lorsque nous aurons conquis les pouvoirs publics. Mais, au lendemain de la conquête des pouvoirs publics, nous devrons avant tout nous attacher à la réalisation de nos grandes tâches économiques et sociales. Les mesures économiques et sociales que nous prendrons mettront la bourgeoisie en fureur. Ce serait un véritable suicide que de blesser, à un tel moment, les sentiments religieux des prolétaires croyants et de les pousser ainsi dans les bras de la bourgeoisie rebelle.

C'est pourquoi nous devrons réaliser la séparation de l'Eglise et de l'Etat de la même façon qu'elle l'a été aux Etats-Unis, dans les Dominions britanniques et dans le canton de Genève, et non pas de la façon dont elle l'a été en France et au

Mexique, c'est-à-dire liée à des mesures de persécution contre l'Eglise. La vie religieuse sera complètement séparée de l'Etat, mais l'Eglise jouira d'une entière liberté à l'intérieur de la société.

Notre programme de Linz déclare :

« La social-démocratie combat le système d'Eglise officielle actuellement en vigueur. Elle demande une réglementation des rapports entre l'Eglise et l'Etat qui assure à toute Eglise et association religieuse le droit d'enseigner et d'agir selon ses croyances, et à tout individu, le droit de vivre selon l'enseignement de son Eglise ou de sa collectivité religieuse, mais qui n'admet pas que l'Etat oblige les citoyens à des prestations à l'Eglise pour assurer l'enseignement religieux et les cérémonies du culte, pas plus qu'à la soumission aux commandements de l'Eglise.

» C'est pourquoi la social-démocratie demande la séparation de l'Eglise et de l'Etat d'après les principes suivants : toutes les convictions philosophiques (religions, systèmes philosophiques et scientifiques de toutes sortes) sont égales devant la loi.

» Chacun a le droit de décider librement son adhésion à une communauté philosophique (Eglise, société religieuse, religion libre ou communauté philosophique non religieuse). Ce sont les parents

qui décideront de l'enseignement à donner à leurs enfants jusqu'à l'âge de quatorze ans.

» Toutes les communautés philosophiques sont des institutions de droit privé. Elles règlent et administrent leurs affaires et rétribuent leurs fonctionnaires elles-mêmes, sans l'intervention de l'Etat. Elles devront se procurer elles-mêmes les ressources nécessaires pour payer les frais de leur administration et des cérémonies de leur culte, ainsi que pour les frais de leur enseignement philosophique (religieux) et la formation et l'entretien de leurs prêtres et professeurs. L'emploi des ressources publiques pour tous ces buts est interdit.

» Tout le système d'enseignement et d'éducation est laïque, mais toute communauté philosophique aura le droit de donner, en dehors des cadres de l'enseignement général, son propre enseignement religieux, de célébrer ses cérémonies religieuses et de veiller à l'exercice du culte parmi la jeunesse qui adhère à ses conceptions. Ce sont les parents qui décideront de l'enseignement à donner à leurs enfants jusqu'à l'âge de quatorze ans. Les Facultés de théologie devront être placées en dehors de l'Université.

» Le droit matrimonial sera le même pour tous les citoyens, sans distinction d'opinions. Les ma-

riages seront conclus devant les autorités civiles, mais chacun aura la faculté de se marier à l'Eglise, après avoir contracté mariage devant les autorités civiles. Les empêchements au mariage, provenant de la différence de religion, des sacres et des vœux, ainsi que la non-dissolubilité du mariage catholique, n'ont aucune valeur devant la loi. Reconnaissance légale des dispenses de mariage.

» Les registres de mariage seront tenus par les autorités civiles. »

Notre programme demande, en tout premier lieu, l'égalité démocratique de toutes les conceptions et communautés philosophiques devant la loi. Les droits que l'Etat accorde à l'Eglise, il doit les accorder également aux libres-penseurs.

Notre programme se propose-t-il d'enlever à l'Eglise les ressources dont elle a besoin pour gérer son administration, assurer les cérémonies du culte, le soin des âmes, l'enseignement religieux ? Aucunement ! Il demande seulement que les fidèles couvrent eux-mêmes les frais de leurs communautés philosophiques, comme les Juifs, les protestants et les libres-penseurs le doivent faire actuellement.

Notre programme se propose-t-il d'interdire aux croyants de faire élever leurs enfants dans

leur religion ? Aucunement ! Il sépare seulement l'enseignement public général, que doivent suivre tous les enfants, de l'enseignement religieux. Toutes les Eglises et associations religieuses doivent avoir l'entière liberté d'organiser en dehors des écoles publiques l'enseignement religieux pour les enfants de leurs fidèles. Les parents décideront en toute liberté si leurs enfants recevront ou non l'enseignement religieux.

Notre programme veut-il empêcher les croyants de vivre leur vie conjugale suivant les prescriptions de l'Eglise ? Aucunement ! Le catholique croyant aura toute liberté de conclure son mariage devant son curé. Quiconque se sent intérieurement lié aux commandements de l'Eglise considérera son mariage comme une communauté indissoluble. Mais pour l'Etat, le mariage est un contrat civil. Il exigera seulement, comme le font la plupart des pays civilisés, que ce contrat soit enregistré par un fonctionnaire civil. Et il permettra, comme le font presque tous les Etats civilisés, la dissolution du mariage, dans les cas où aucun intérêt social ne s'y oppose.

Nous devons d'ailleurs considérer ces revendications de notre programme en rapport avec son caractère démocratique général. Dans les pays démocratiques, où règne la liberté illimitée d'as-

sociation, de réunion, de presse, de parole et de l'écrit, de professer et d'enseigner telle ou telle science, l'Eglise séparée de l'Etat peut utiliser pour son propre but toutes ces libertés démocratiques et, par conséquent, organiser librement son action, en dehors de l'Etat. Il en est autrement là où une dictature supprime cette liberté démocratique. La dictature des Soviets a également séparé l'Eglise de l'Etat. Mais, dans l'Union Soviétique, toutes les libertés démocratiques ont été supprimées. C'est pourquoi on n'a réalisé dans ce pays que le côté négatif de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, à savoir l'exclusion de l'Eglise de la sphère de l'Etat, et non pas son côté positif, qui est l'entière liberté de la vie religieuse dans la société. Ce n'est pas ainsi que notre programme comprend la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Car en déclarant que la classe ouvrière « exercera le pouvoir dans les formes de la démocratie et avec toutes les garanties de la démocratie », il assure également à l'Eglise, comme à tout autre organisation, l'entière jouissance de toutes les libertés démocratiques, qui lui permettent d'organiser sa vie en dehors de l'Etat et sans le secours de l'Etat et aussi librement que cela se fait aux Etats-Unis, dans les Dominions britanniques et dans le canton de Genève.

La séparation de l'Eglise et de l'Etat, telle que la demande notre programme, c'est la même que celle qui a été demandée il y a quatre cents ans par les pieux baptistes, et qui a été réalisée pour la première fois par les congrégationalistes chrétiens, les baptistes, les quakers, aux Etats-Unis d'Amérique et dans les Dominions britanniques et, en dernier lieu, par les catholiques genèvois. La séparation de l'Eglise et de l'Etat n'est donc, en aucune façon, une revendication hostile à la religion et au christianisme.

En Autriche, l'Eglise combat cependant cette revendication. Mais elle ne la combat pas parce qu'elle est antireligieuse ou antichrétienne, mais parce qu'elle affaiblirait la puissance de la hiérarchie ecclésiastique, non seulement à l'égard des non-croyants, mais à l'égard de ses propres fidèles. Et c'est précisément pour cela que nous demandons la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Car cette séparation n'est pas pour nous un moyen de lutte contre la religion, mais seulement un moyen de lutte contre l'exploitation des sentiments religieux des croyants, en vue de la défense de la domination temporelle de la hiérarchie ecclésiastique alliée à la bourgeoisie.

La confiscation des biens ecclésiastiques

La puissance de la hiérarchie ecclésiastique ne repose pas seulement sur les privilèges que lui accorde le système actuel d'Eglise d'Etat, mais aussi sur les biens fonciers immenses dont elle dispose.

Pendant les siècles où s'est opéré le passage de la société féodale à la société capitaliste, l'Etat a constamment mis la main sur les biens de l'Eglise. Tout particulièrement à l'époque de la Réforme, l'absolutisme a exproprié l'Eglise. Marx décrit cette expropriation en Angleterre de la manière suivante : « L'expropriation violente des masses populaires au XVIe siècle reçoit un nouveau stimulant effroyable du fait de la Réforme et, à la suite de celle-ci, par le vol colossal des biens ecclésiastiques. A l'époque de la Réforme, l'Eglise catholique était propriétaire féodale d'une grande partie du sol anglais. La suppression des abbayes etc., rejeta leurs habitants dans le prolétariat. Les biens ecclésiastiques furent eux-mêmes, pour la plus grande partie, donnés en cadeau à de rapaces favoris du roi ou vendus à un prix dérisoire à des fermiers ou à des bourgeois des villes, qui chassè-

rent en masse les anciens habitants et groupèrent leurs exploitations. » Ainsi, la création d'une nouvelle richesse capitaliste, d'un côté, la prolétarisation de nombreux paysans, de l'autre, tels furent les résultats de cette confiscation des biens du clergé.

L'absolutisme a agi de la même façon dans la suite, dans les pays catholiques. Ce fut le cas, notamment, sous le règne de Joseph II en Autriche. Les biens des couvents sécularisés furent affermés à un prix dérisoire, soit à perpétuité, soit pour une longue période de temps. Les biens meubles furent vendus aux enchères. « Le résultat fut que le reste fut vendu en gros à la juive Dobrouschka, à son fils Schoenfeldt et à toute une compagnie d'acheteurs. » (1) La révolution bourgeoise ne procéda pas autrement que l'avait fait l'absolutisme. La Révolution française a confisqué en 1789 les biens du clergé et les a vendus en gros contre des assignats rapidement dépréciés. Elle provoqua ainsi une spéculation sans scrupules, de grands bénéfices d'inflation et la constitution d'une nouvelle richesse bourgeoise et paysanne, à la place des biens du clergé confisqués.

(1) Mitrofanov : *Joseph II.*

Partout la confiscation des biens du clergé fut un moyen qui permit la constitution d'une grande richesse bourgeoise et d'une grande propriété foncière bourgeoise, l'une des formes de l'accumulation primitive du capital. Partout, elle fut en même temps un coup mortel porté au régime traditionnel de la propriété féodale. « La propriété ecclésiastique était la forteresse religieuse de l'antique régime de la propriété foncière. Avec sa chute, ce régime ne pouvait plus subsister. » (1)

D'autre part, tant l'absolutisme que la Révolution française, après avoir confisqué les biens du clergé, ont accordé aux prêtres, pour compenser la perte des revenus des biens de l'Eglise, des appointements prélevés sur la caisse de l'Etat. Le but et l'effet de la confiscation des biens du clergé ne furent pas la séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais la transformation de l'Eglise en un instrument de l'Etat.

La bourgeoisie s'est prononcée partout pour l'expropriation de la mainmorte, tant qu'elle fut en lutte contre le régime de la propriété féodale. Mais la bourgeoisie a abandonné cette lutte dès qu'elle fut obligée de défendre le régime de la propriété bourgeoise contre les attaques du socia-

(1) Marx : *Le Capital, I.*

lisme : craignant elle-même d'être bientôt expropriée, elle ne voulait plus aucune espèce d'expropriation.

C'est pourquoi c'est la classe ouvrière qui se dresse désormais contre la grande propriété foncière ecclésiastique.

Tant que l'Eglise possède des domaines considérables, un lien de solidarité étroite relie la hiérarchie ecclésiastique aux autres grands propriétaires fonciers. Ses grands domaines font de l'Eglise l'alliée de la bourgeoisie, dont la classe des grands propriétaires fonciers n'est plus qu'une simple fraction. Ce n'est qu'au moyen de l'expropriation des domaines ecclésiastiques que nous pourrons déchirer les liens de solidarité qui lient la hiérarchie ecclésiastique à la bourgeoisie. Ce n'est que lorsque l'Eglise ne possédera plus de grandes propriétés foncières que l'alliance entre elle et la bourgeoisie sera complètement brisée, et que la bourgeoisie perdra ainsi la possibilité de maintenir, par l'intermédiaire de l'Eglise, les masses prolétariennes croyantes sous son influence.

Mais, pour cela, pouvons-nous, devons-nous reprendre l'ancienne revendication bourgeoise de l'expropriation de la mainmorte ?

Devons-nous confisquer les biens du clergé tout

en laissant les Rotschild, les Guttmann, les Liechtenstein, les Eszterhazy, en possession de leurs domaines ?

Les masses croyantes du prolétariat des campagnes seront avec nous si nous expropriions toutes les grandes propriétés foncières, quels que soient leurs propriétaires, car cela correspond aux intérêts du prolétariat des campagnes. Les masses croyantes du prolétariat des campagnes seraient gravement blessées dans leurs sentiments religieux, par conséquent poussées directement dans les bras du cléricalisme, si nous nous contentions d'exproprier les domaines du clergé, en ménageant les grandes propriétés privées, exploitées d'une façon beaucoup moins conservatrice, selon des principes beaucoup plus purement et plus brutalement capitalistes.

C'est pourquoi notre programme ne demande pas la confiscation des biens de l'Eglise. Il demande que toutes les grandes propriétés foncières, celles des aristocrates comme celles des capitalistes et celles de l'Eglise, soient également expropriées.

L'absolutisme et la Révolution bourgeoise ont confisqué les biens du clergé pour constituer, sur les ruines de la richesse féodale de l'Eglise, une nouvelle richesse capitaliste. Nous, par contre,

nous voulons exproprier la richesse de l'Eglise comme la richesse capitaliste, non pour créer une nouvelle propriété privée, mais pour les placer l'une et l'autre dans la propriété collective de tout le peuple.

C'est ainsi que notre programme demande :

« La grande propriété foncière agricole et forestière, tant privée qu'ecclésiastique, devra passer sous le régime de la propriété collective. » (1)

L'absolutisme et la Révolution bourgeoise ont enlevé à l'Eglise ses biens pour transformer les prêtres en fonctionnaires d'Etat. La social-démocratie, par contre, ne veut pas transformer l'Eglise en un instrument de l'Etat, mais la séparer de l'Etat. La confiscation des biens du clergé et le paiement des prêtres par l'Etat, c'était le moyen de placer l'Eglise sous la domination de l'Etat. L'expropriation de la grande propriété foncière, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, c'est le moyen de placer la hiérarchie ecclésiastique sous l'entière dépendance des masses croyantes, ouvrières, bour-

(1) La façon dont la collectivité utilisera cette propriété foncière est exposée plus explicitement dans notre programme agraire. Voir Otto Bauer : Politique agraire social-démocratique. Vienne, 1926.

geoises et paysannes, et de la neutraliser ainsi politiquement et socialement.

La séparation en elle-même n'a rien à voir avec l'expropriation des biens du clergé. Dans les pays anglo-saxons, la séparation de l'Eglise et de l'Etat a été réalisée sans que l'on portât atteinte aux biens des Eglises. L'Etat a, dans ces pays, laissé aux Eglises l'entière liberté d'administrer leurs propriétés comme des propriétés de corporations ou de fondations. Nous obtiendrons probablement la séparation de l'Eglise et de l'Etat, avant de pouvoir procéder à la confiscation de toute la grande propriété foncière. La séparation de l'Eglise et de l'Etat n'enlève pas à l'Eglise sa propriété ; elle lui donne, au contraire, la liberté de disposer de cette propriété, liberté dont elle ne jouit pas sous l'actuel régime d'Eglise d'Etat. Mais dès que nous serons devenus suffisamment forts pour socialiser la grande propriété foncière, nous ferons passer la grande propriété ecclésiastique, ainsi que la grande propriété capitaliste, sous le régime de la propriété collective.

La voie de la liberté

La démocratie bourgeoise considérait la séparation de l'Eglise et de l'Etat comme le dernier but de la lutte pour la liberté de conscience. Si l'Etat et l'Eglise sont séparés, si la religion et la vie religieuse, en général, passent complètement dans le domaine de la vie privée des individus, sans réglementation par l'Etat, alors qu'il n'existe plus de contrainte sur les consciences, celles-ci deviennent véritablement libres.

Mais si l'Etat n'exerce plus de contrainte sur les consciences, est-ce pour cela que la société n'en exerce plus aucune ? La société de classe maintient de nombreux prolétaires dans un état d'abaissement et d'ignorance. Ils se créent leurs conceptions, non pas librement, mais sous l'influence des autorités traditionnelles de la société de classe. Le capitalisme maintient le prolétariat dans un état d'angoisse constante en ce qui concerne le travail et le pain. Ce n'est pas, par conséquent, en toute liberté, mais dans l'angoisse devant des forces sociales toutes puissantes que les prolétaires se forment leurs conceptions.

La séparation de l'Eglise et de l'Etat libère les consciences uniquement de la contrainte de l'Etat, mais non pas de la pression des conditions d'existence sociales. Elle constitue un pas important vers la liberté de conscience, mais non pas sa réalisation. La véritable liberté de conscience ne sera réalisée pour tout le peuple que dans la société socialiste.

Les croyants craignent, et un grand nombre de libres-penseurs espèrent, que la séparation de l'Eglise et de l'Etat ébranlera la religion. La crainte des uns est tout aussi injustifiée que l'espoir des autres. Quiconque s'est déjà complètement détaché intérieurement de l'Eglise peut aussi se détacher d'elle extérieurement si l'adhésion à l'Eglise suppose le paiement des taxes ecclésiastiques. Mais quiconque est sincèrement croyant, comme le prouve l'expérience de tous les pays dans lesquels la séparation de l'Eglise et de l'Etat a été réalisée, restera, même après cette séparation, fidèle à sa religion et à son Eglise.

Le transfert de la religion du domaine public au domaine privé ne porte, par conséquent, aucune atteinte aux sentiments religieux des masses populaires. « L'immense majorité des gens, dit Marx, ne cessent pas pour cela d'être religieux parce qu'ils le sont en privé. » Qu'a signifié partout la

séparation là où elle a été réalisée ? « L'homme n'a pas été libéré de la religion, il a seulement obtenu la liberté religieuse », dit Marx. (1)

La séparation de l'Eglise et de l'Etat ne porte donc pas atteinte aux conceptions religieuses des hommes. Seule, la transformation des conditions d'existence extérieures des hommes leur permettra de transformer également leurs conceptions religieuses.

La séparation de l'Eglise et de l'Etat donne uniquement aux hommes la liberté de professer les conceptions philosophiques qu'il leur plaît. Seule, la société socialiste leur permettra de se créer des conceptions philosophiques dignes d'hommes libres et civilisés.

« La limite de l'émancipation politique, dit Marx, réside en ceci que l'Etat peut se libérer d'une entrave sans que l'homme en soit complètement libéré et que l'Etat peut devenir un Etat libre sans que l'homme devienne pour cela un homme libre. » (2) L'émancipation politique du peuple a fait de l'Etat un Etat libre, démocratique,

(1) Marx : *La Question Juive*. Œuvres posthumes.

(2) *Ibid.*

républicain, mais elle maintient les hommes dans l'esclavage du salariat. Seule, l'émancipation sociale, seul, le socialisme transformera les salariés en hommes libres. La séparation de l'Eglise et de l'Etat, qui n'est qu'une partie de l'émancipation politique, libère l'Etat de l'Eglise, mais non les hommes du joug des puissantes traditions religieuses. Seule, l'émancipation sociale, seul le socialisme permettra aux hommes de former librement leur conscience philosophique, de vivre leur vie comme ils l'entendent.

Notre programme de Linz demande la séparation de l'Eglise et de l'Etat, non pas comme une mesure antireligieuse, mais comme une conséquence nécessaire de la démocratie et comme un moyen de lutte nécessaire contre la bourgeoisie. Ce n'est pas la séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais l'ordre socialiste qui, ainsi que s'exprime notre programme, permettra à chacun « de mettre en toute liberté ses conceptions philosophiques en accord avec les données de la science et la dignité morale d'un peuple libre. »

Nous avons ainsi sous les yeux le chemin vers la liberté que nous indique notre programme. Ce dernier s'inspire de l'idée que la bourgeoisie ne peut maintenir sa domination dans la République que parce que l'influence qu'exerce l'Eglise sur

ses fidèles maintient encore de nombreux prolétaires à la remorque des partis de la bourgeoisie. Notre tâche fondamentale est d'attirer à nous ces prolétaires. Nous ne pourrons en venir à bout que si nous considérons, à l'intérieur de notre parti, *la religion comme une affaire privée*. C'est seulement ainsi que nous deviendrons suffisamment forts pour réaliser *la séparation de l'Eglise et de l'Etat*. Par là, nous affaiblirons la puissance politique de la hiérarchie ecclésiastique que cette dernière emploie contre nous. C'est ainsi que nous obtiendrons la force nécessaire pour procéder à *l'expropriation de la grande propriété foncière* et pour détruire les bases économiques de la puissance politique de la hiérarchie ecclésiastique. Nous réaliserons ces réformes sans porter atteinte aux conceptions religieuses des masses populaires croyantes. Mais, grâce à ces réformes, nous arracherons à la bourgeoisie son principal instrument de domination. En détrônant la bourgeoisie et en expropriant les grandes propriétés foncières, nous commencerons l'édification du *régime économique socialiste*. Dans la mesure où progressera cette édification, nous assurerons à tous les hommes l'existence d'hommes libres et civilisés. C'est seulement lorsque tous les hommes pourront mener

une telle existence qu'ils pourront se former en toute liberté *une conviction d'hommes libres et civilisés.*

TABLE DES MATIÈRES

Préface de l'édition allemande 9

L'EGLISE ET LA LUTTE DES CLASSES

L'Eglise et la noblesse dans la société féodale 17
L'Eglise au service de l'absolutisme 19
L'Eglise et la révolution bourgeoise 23
Cléricalisme et libéralisme 26
Formation du parti clérical 28
L'Eglise devient l'alliée de la bourgeoisie . . 31

LE REGIME SOCIAL ET LA RELIGION

L'Eglise et la religion 43
Les conditions de vie sociales et les représentations religieuses 45
La bourgeoisie et la religion 47
Le prolétariat et la religion 56
Le socialisme scientifique et la religion . . . 71
Le parti et la religion 85
La social-démocratie et les prolétaires croyants 96
La social-démocratie et la libre-pensée . . . 109

L'ETAT ET L'EGLISE

Le parti et l'Eglise 135
La séparation de l'Eglise et de l'Etat . . . 136
La social-démocratie et la séparation de l'Eglise et de l'Etat 150
La confiscation des biens ecclésiastiques . . . 171
La voie de la liberté 178

9281100.

L'EGLANTINE

Maison Nationale d'édition

Société Coopérative —— *BRUXELLES*
Téléphone : 259.12 Chèques post. : 99093

EXTRAIT DU CATALOGUE

SOCIALISME, POLITIQUE, ECONOMIE

Bertrand, L. — *L'Ouvrier Belge depuis un siècle* . 10,00
— *Anseele, sa vie, son œuvre* 5,00
— *Souvenirs d'un meneur socialiste* (2 vol.) 30.00
Blume, D.-J. — *Christianisme et Socialisme* . . . 8,00
Brizon : *Histoire du Travail et des Travailleurs* (4e éd. illustrée) 15,00
L. de Brouckère, R. Jadot, L. Piérard, A. Deswarte, A. Wauters, A. Dewinne, J. Saxe, J. Messinne. — *Emile Vandervelde. — L'homme et son œuvre* 15.00
De Man, Henri. — *Au delà du Marxisme* 60,00
Drechsel, Max. — *Le Traité de Versailles et le Mécanisme des conventions internationales* 10,00
Fuss, Henri. — *La prévention du chômage et la stabilisation économique* 8,00
Jaumin, A., et Jottard, M. — *La Question de l'Escaut* 10.00
Jauniaux Arthur. — *Manuel des écoles socialistes* (2 volumes) 5,00
Kautsky, Karl. — *La révolution prolétarienne et son programme* 12,00
Mertens, Corneille. — *Le Mouvement syndical en Belgique* 3,50
Stern, Evzen. — *Le socialisme de Masaryk* . . . 8,00
Vandervelde, Emile. — *Vers la souveraineté du travail. Le P. O. B., 1885-1925* 25,00
— *Les Balkans et la paix* 3,00
Vienne, A. et Wauters, A. — *La Réforme du Réformisme* 10,00
Wauters, Arthur. — *La Réforme agraire en Europe* 15,00
— *Vandervelde et la doctrine socialiste* . . . 6.00
Wauters, Joseph. — *Le Congo au travail* (2e éd.) 10,00
Woytinsky, Wl. — *Les Etats-Unis d'Europe* . . 12,00

PHILOSOPHIE, HISTOIRE, ENSEIGNEMENT, DROIT

Bouché, Benoît. — *Le problème de l'éducation et le socialisme* 10,00

Chomé, A. et G. Laterre. — *Les Conseils de Prud'hommes* 9,00
Dr Forel. — *Mensonge ou erreur chez l'homme normal* 5,00
Jadot, René. — *L'Ecole contre la Société* . . . 12,00
Wasnair, Emile. — *La Grande pitié de l'école belge* 2,50

ART ET LITTERATURE

Broodcoorens, Pierre. — *Boule-Carcasse* (roman) 2 volumes 25,00
Burniaux, Constant. — *Fah, l'enfant* (illustrations de Jeanne Meunier-Gaudron) 6,00
De Coster, Charles. — *Stéphanie,* drame en cinq actes et un prologue, en vers (préface de C. Huysmans) 9,00
Legavre, Léon. — *Poèmes de la Jeunesse rustique* 10,00
Edition originale sur papier « Featherweight » volumes numérotés de 1 à 100 15,00
— *Verhaeren et le Peuple* (illustré) 6,00
Minne, Joris. — *Alphabet* (vingt-six lettres ornées, dessinées et gravées sur bois, tirage de luxe limité à 100 exemplaires) 10,00
Piérard, Louis. — *Les Trois Borains et autres histoires* (avec des illustr. d'Anto Carte) 6,00
Pierron, Sander. — *Le bateau démâté* (illustr.) . 6,00
Tousseul, Jean. — *La maison perdue* 9,00

OUVRAGES POUR LA JEUNESSE, ANTHOLOGIES

Baril, Claire, et Vandervelde, E. — *Le livre rouge* 6,00
Edition de luxe 10,00
Boens, Daan. — *Les Marins* (illustré) 2.00
Bouché, Benoît. — *A la campagne* (illustré) . . 2.00
Burniaux, Constant. — *Les Brancardiers* (illustrations d'A. Massonet) 2.00
Burniaux, Hélène. — *Sur la route de la vie* (ill.) 2.85
— *Simples histoires* (illustré) 3.25
— *Petite Rose sera sincère* 3.75
De Jong, A.-M. — *Aventures de Fil-de-Fer et Boule-de-Gomme* (un album avec 200 illustrations de Van Raemdonck) 4,50
Gilbert, O.-P. — *Le travail du fer* (illustré) . . 4,50
Gilbert, O.-P., et Bohy, Georges. — *Hommes illustres de Belgique* (illustré) 8,00
Hins, Katia. — *Les aventures d'une souris* (ill.) 3.25
— *Friquet* (illustré) 2.00
Hubermont, Pierre. — *Les cordonniers* (illustrations de Rachel Tielemans) 2.00
Lambert, Hélène. — *En ville* (illustré) 2.00
Tousseul, Jean. — *Les cariers* (illustré) . . . 2.00
Van Roelen, Berthe. — *Le travail des hommes* (avec des bois de Counaye) 6,00

Coop. Typo-Litho, 26, place St-Lambert, Liége